Vol 17 # 49 • Du 5 au 11 Juin 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

CHARLATANS OU KLEPTOCRATES POLITIQUES?



Voir page 3

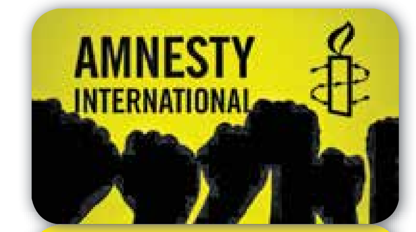
Séance de photo entre les membres du Conseil présidentiel de la Transition et le Premier ministre Garry Conille le lundi 3 juin 2024

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DU CONSORTIUM CENTRAL DU SUCRE



Voir page 4

Nous exigeons que la répression et les expulsions cessent, que les crimes commis contre les travailleurs fassent l'objet d'enquêtes, que les criminels répondent de leurs actes et que les victimes soient indemnisées.



Nan dosye okipasyon Ayiti a, Amnisti Entènasyonal mande transparans ak garanti dwa pèp la !

Imperialism Has Appointed Garry Conille as its Haitian Prime Minister



Biden va faire du Kenya un allié majeur non membre de l'OTAN alors que ce pays retarde son déploiement armé en Haïti



Benjamin Netanyahu face aux États-Unis



Mexique : Claudia Sheinbaum élue présidente



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Ainsi parla l'Oncle Sam !

Par Berthony Dupont

Le discours moderniste de l'Occident à l'égard d'Haïti ne fait que démontrer les intentions maléfiques et malicieuses des puissances coloniales. Bien souvent, ils se réfèrent aux moments de galère, de misère sociale, de dérive économique, de tergiversations, de gestion nébuleuse de deniers publics, sans pour autant révéler qui sont les têtes dominantes, pensantes de tout ce qui était arrivé hier et qui se passe aujourd'hui encore. Le drame du peuple haïtien, victime de la guerre de décomposition commencée il y a plus de 2 siècles, est de croire à ces discours mensongers. De fait, les puissances coloniales ont façonné le pays à leur goût. Les haïtiens sont devenus, des damnés de la terre, livrés à eux-mêmes, incapables de s'en sortir, condamnés à subir la misère, la violence, les maladies, la pauvreté, la famine et les catastrophes politiques.

Pour se dépouiller de toute responsabilité, les puissances coloniales se lavent les mains comme Ponce Pilate. Et à chaque crise, pour maintenir le statu quo, elles créent vite un nouvel instrument politique pour tenir intact leur contrôle et restaurer la loi et l'ordre bourgeois établi. C'est dans ce contexte que nous devons comprendre le porte-parole du Département d'État américain, Matthew Miller, quand il a relaté dans un communiqué *« Les États-Unis félicitent le Conseil Présidentiel de Transition haïtien pour sa nomination d'un Premier ministre intérimaire. Nous exhortons le Conseil et le Premier ministre entrant Garry Conille à travailler en collaboration, et à engager toutes les parties prenantes dans le soutien au peuple haïtien, qui continue à souffrir de la brutalité de l'horrible violence des gangs »*

La violence et son lot d'atrocité et d'inégalités sociales sont devenus la normalité ici. « *Les États-Unis encouragent le Premier ministre intérimaire et le Conseil Présidentiel de Transition à agir rapidement pour nommer un gouvernement crédible, responsable et inclusif et un Conseil Électoral Provisoire pour permettre des élections libres et équitables, et la fourniture de la sécurité et des services de base à tous les Haïtiens.* » Ainsi parla l'Oncle Sam ! Et cela suffira-t-il à changer l'ordre des choses, les réseaux mafieux de l'impérialisme ? Évidemment non !

Ces changements cosmétiques, ces larmes de crocodile de l'Oncle ne sont que pour masquer la réalité. N'est-il pas le moment d'avoir une attitude plus responsable, afin de rappeler à l'Oncle que les bandes lourdement armées comme on les appelle ne sont pas les premiers bourreaux du peuple haïtien. Elles sont, en réalité, l'émanation ou le résultat de sa politique antisociale en Haïti et elles n'ont pas participé avec les Marines américains le 17 décembre 1914 au vol des 500.000 dollars de la Banque Nationale d'Haïti. Certes, leurs actions sont à déplorer, mais ces groupes armés ne sont pas les principaux responsables de la fermeture des usines de production nationale tels que : Aciérie d'Haïti, Minoterie d'Haïti, Ciment d'Haïti et de toutes les usines sucrières du pays notamment, la Hasco, la Centrale Dessalines des Cayes, Welsh au Cap-Haïtien et celle de Darbonne à Léogâne, etc. qui, dans le temps, employaient des milliers de travailleurs.

Les gangs sont l'expression vivante de décomposition concrète de la société, ils sont issus directement des multiples interventions militaires, missions internationales et l'ingérence politique de l'impérialisme, de l'ONU et de l'OEA dans le pays. Les vrais gangs à combattre sont les monstres impérialistes qui ont déchiré et mis le pays en miette. Les gangs les plus dangereux, les plus criminels sont ceux formés dans les laboratoires politiques de l'Oncle Sam. Ce sont eux qui ont favorisé l'émergence de ces groupes armés en institutionnalisant la mauvaise gouvernance dans le pays pour faciliter l'entrée des armes clandestinement tout en alimentant des scissions, des rivalités entre les factions des élites antinationales, adeptes du néolibéralisme pour mieux régner sur cet ensemble dit territoire perdu ou État failli qu'est Haïti d'aujourd'hui.

De nos jours, ce sont des centaines de milliers d'hommes et de femmes, des travailleurs de surcroit professionnels et de nombreux jeunes qui déambulent dans les rues sans aucun emploi ni sécurité sociale.

Pour mieux exploiter le peuple en toute impunité, aucune perspective de développement même la plus dérisoire n'a été encouragée autre que celle du chômage en constante augmentation. En moins d'une trentaine d'années environ de cette spirale infernale, près d'une centaine de site de productions nationales ont été fermées à la demande des institutions financières internationales pro-occidentales comme FMI (Fonds Monétaire International) ou complètement détruits par la mauvaise gouvernance instituée par les experts d'un système sangsue, d'un système capitaliste et colonialiste rancunier décidant de faire d'Haïti un exemple de chaos sanglant, irréparable. Ainsi, elle ne pourra jamais sortir de son agonie, voire, se relever de ses cendres.

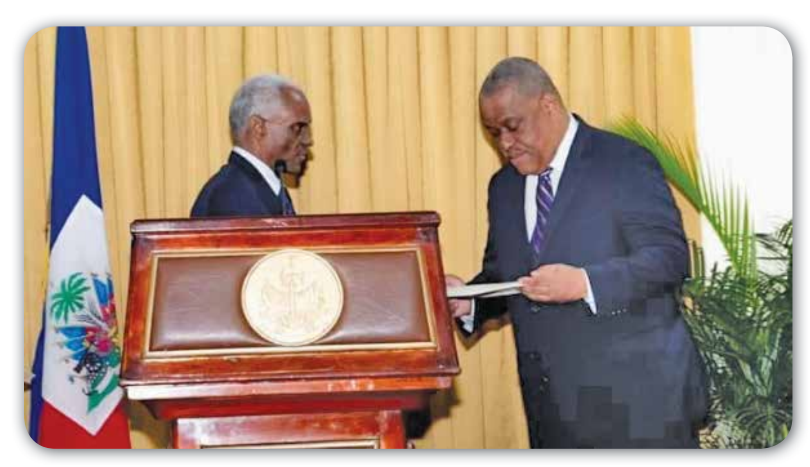
Quel citoyen haïtien conscient et conséquent n'est pas indigné du sort des grandes masses défavorisées, appauvries du pays ? Si Haïti en est arrivée à ce carrefour douloureux, la faute en grande partie revient aux puissances qui l'empêchent de se projeter vers l'avenir et la modernisation de ses institutions synonyme d'un lendemain meilleur pour tous ses habitants. Haïti est un pays qu'on interdit même de choisir ses amis. Alors que, les marionnettes imposées au pouvoir à l'instar des larbins du Conseil Présidentiel et de la Primature ne peuvent rien dire ou de trouver ce diktat impérialiste tout à fait normal.

Quant à l'intervention programmée de l'Oncle, elle ne serait que pour sauvegarder les intérêts des grandes puissances coloniales exploitantes, c'est-à-dire, les vrais gangs qui sèment la terreur en Haïti depuis plus d'un siècle de domination. Les faits établissent que c'est pour garantir sa survie et ses politiques de pillage que le système impérialiste déchaîne la barbarie du déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) pour mieux réprimer les masses opprimées organisées, que leur conscience incombe la tâche de libérer le pays de l'anarchie produite par l'oppression impérialiste.

Cette intervention hypocrite a pour unique objectif de mettre en place un régime plus réactionnaire, plus conforme à ses règles et plus docile aux intérêts de l'impérialisme. Face à ce qu'il faut bien appeler une conspiration colonialiste, la plus grave qu'ait connue le pays, les vraies forces progressistes et révolutionnaires doivent agir au plus vite que possible pour mettre en échec le dessein de l'Oncle Sam.

Ainsi doivent parler les descendants de Jean-Jacques Dessalines et de Charlemagne Péralte

Charlatans ou kleptocrates politiques?



Le président Edgard Leblanc remet au Premier ministre Garry Conille l'ampliation et l'arrêté de sa nomination

Par Isabelle L. Papillon

L'échiquier politique haïtien n'a pas été trop bouleversé avec la nomination par les puissances impérialistes d'un Conseil présidentiel de transition et d'un locataire à la Primature. Toutes les personnalités engagées ont déjà fait leur preuve en tant que charlatans ou kleptocrates politiques. Ils ne sont pas choisis par hasard, ce ne sont que des politiciens qui changent de position comme de chemise. On n'a rien à espérer de surprenant chez ces sans scrupules qui ont embrassé sans aucune retenue l'occupation du pays. Ils défendent aujourd'hui ce qu'ils dénonçaient hier. Sans doute, ils vont trahir toutes les causes politiques réelles et imaginaires allant dans le sens des intérêts et des aspirations populaires.

Comment peut-on espérer de choses nouvelles ? Quand en fait, rien n'a changé dans le jeu politique en cours. Il n'y a pas un changement de cap, sauf certains visages qui vont être remplacés par d'autres récidivistes pour produire sans doute les mêmes résultats. D'ailleurs, ils sont tous des animaux ayant une corde à leur cou que tire à tout moment leur patron pour leur rappeler qu'ils ne sont pas libres d'agir à leur guise.

Le paysage politique restera tel quel puisque la feuille de route du patron impérial est de calmer la situation temporairement. Leur souci n'est pas d'améliorer les conditions de vie des masses mais de créer un quelconque calme apparent pour apaiser momentanément la violence de façon à organiser de fausses élections de façon à renouveler le système corrompu. Comment promouvoir des élections libres et démocratiques avec un peuple qui a faim, qui vit en permanence dans un chômage abject.



Garry Conille et Edgar Leblanc fils

La seule différence qui aura sans doute entre le premier et le deuxième round de cette transition est la présidence ayant plusieurs faces ajoutée à l'Exécutif avec sa nouvelle stratégie de présidence tournante.

Quant au Premier ministre, il va falloir qu'il prouve à ses tuteurs, ses mentors, le niveau de confiance placé en lui, qu'il ne va pas les décevoir. Il va jouer le tout pour le tour pour conserver le soutien des impérialistes et le déshonneur mais selon lui, l'honneur d'être utilisé contre sa propre patrie. Garry Conille va mettre toutes les chances de son coté pour consolider sa position politique même quand certains conseillers ont déjà anticipé voire s'être opposés à sa stratégie de réduire le nombre des ministres du nouveau cabinet ministériel.

La réputation catastrophique de la classe politique corrompue est de piller l'Etat. Chacun des conseillers présidentiels a déjà fait choix de quel ministère, il va se procurer. Ce gamin est trop petit pour créer obstacle à la corruption qui a pris au sein de l'Etat et de la société haïtienne une ampleur endémique. Le jeu politique se trouve entre les mains des puissances impérialistes et de sa clientèle laquais à son service comme l'avait révélé l'ancien sénateur Joseph Lambert.

La corruption est la fille de l'occupation. La presse elle-même n'en sera pas épargné que ce soit celle de droite ou droite et gauche. Comme d'habitude, elle va se faire plaisir d'alimenter le cynisme à l'égard du pouvoir dans l'espoir de grignoter sa part. D'ailleurs, elle est impatiente de l'arrivée des forces occupantes. Au lieu de demander des comptes à cette occupation corruptrice, elle s'adonne à faire l'éloge des équipes militaires des États-Unis qui arrivent quotidiennement pour mettre en place la logistique nécessaire à la mission de sécurité kenyane visant soi-disant à lutter contre les gangs criminels, ce qui en dit longs. Alors que ces mêmes puissances coloniales ont des intérêts vitaux à maintenir les cycles permanents de violence et de chaos pour maintenir le pays dans le coma politique.



De gauche à droite le conseiller présidentiel Louis Gérald Gilles, l'homme du Ministère de la santé, et au micro le Premier ministre Garry Conille



Réunion de travail entre le Conseil Présidentiel et le Premier ministre

On va se tromper grandement, si on pense à l'instar des tuteurs occidentaux que les armes de l'occupant kenyan et autres mercenaires vont briser les cycles de violence sociale pendant que les problèmes d'inégalité, de pauvreté, de manque de protection des enfants et des jeunes ne cessent de s'aggraver.

Edgard Leblanc l'actuel président du CPT l'a clairement signalé à Conille, à la Villa d'accueil, à Musseau le lundi 3 juin 2024 lors de la cérémonie pour lui remettre l'ampliation de l'arrêté de sa nomination « *Nous comptons sur le Dr Conille pour mettre en place des politiques qui conviennent avec le Conseil présidentiel de manière à aborder particulièrement le problème de l'insécurité, et également redresser l'économie du pays, réformer les institutions et arriver à des élections crédibles, démocratiques et libres à la fin de 2025 de manière à ce que le mandat de la transition qui se termine le 7 février [2026] soit rempli* »

Conille pour sa part, joue la carte de l'innocence face à quiconque qui voulait se mettre en travers de son chemin a répondu « *Nous ne nous faisons pas d'illusion sur les difficultés qui nous attendent. Il y aura des moments où nous n'arriverons pas à nous entendre sur certains points, mais je peux vous assurer que les dispositions que j'ai vues et l'état d'esprit qui anime le Conseil sont excessivement encourageants* »

Il est certain aucun des conseillers présidentiels, ajouté au Premier ministre Conille, aucun de ces charlatans invités à ce grand festin de l'air du temps ne savent pas encore où se prépare l'avenir d'Haïti. Si c'est en Haïti sinon aux Etats-Unis d'Amérique ?

La vérité, il faut qu'un jour nous parvenions à la conclusion que, décidément les masses populaires doivent s'armer et s'organiser pour la révolution sociale. Seul moyen de nous débarrasser de cette violence qui n'est pas innée mais qui a été construite pour ces charlatans et ces kleptocrates de toutes couleurs politiques afin de liquider le pays.

République Dominicaine : les travailleurs du sucre face au gouvernement !





Des travailleurs blessés lors de la répression du gouvernement dominicain

Par le Mouvement socialiste des travailleurs

Le gouvernement a écrasé par le sang et le feu les protestations des travailleurs du Consortium central du sucre : Assez de surexploitation et de semi-esclavage !

Des agents militaires et policiers ont attaqué une grève des travailleurs de la canne à sucre du Consortium central du sucre (CAC) à Batey 5, le 26 mai, laissant au moins 14 travailleurs blessés par armes à feu, couteaux, fractures et autres blessures graves. Lors de l'attaque, les répresseurs ont utilisé des machines lourdes et ont tiré des balles et des plombs sur les travailleurs qui exerçaient la veille leur droit d'arrêter le travail face aux abus de l'entreprise.

Après l'attentat, la Direction générale de l'immigration (DGM) a procédé à l'expulsion de plus de soixante travailleurs arbitrairement détenus, alors qu'ils se trouvaient dans le pays en situation d'immigration régulière, avec un contrat en cours et un visa de travail. Ce crime atroce contre la classe ouvrière démontre l'absence de libertés démocratiques fondamentales telles que la liberté d'association, ainsi que la persistance de formes de semi-esclavage et de travail forcé dans le pays.

Il est très grave que la police et l'armée interviennent dans un conflit du travail pour écraser la protestation des travailleurs et que la DGM procède à des expulsions arbitraires en violation de la loi sur l'immigration. L'utilisation du DGM pour expulser les travailleurs et les empêcher de recevoir l'intégralité de leur salaire et de leurs avantages sociaux est une fois de plus confirmée, agissant comme une branche paramilitaire des employeurs. Le ministère du Travail, historiquement complice du travail forcé dans l'industrie sucrière et qui l'a défendu au niveau national et international dans le cas Central Romana, est également chargé de protéger les capitalistes dominicains et guatémaltèques du CAC. Cette entreprise est celle qui paie le montant le plus bas par tonne de canne coupée, moins de cent pesos, un montant encore inférieur à ceux payés par Central Romana et la CAEI, déjà misérables.

Au Batey 5, un climat de terrorisme patronal s'est installé et un grand secret règne, ce qui, ajouté à la complicité des principaux médias, a empêché que soient connus plus de détails sur cette brutale répression antiouvrière.

La bureaucratie syndicale du CNUS s'est également rendue complice de ce crime « public-privé », puisqu'il existe dans cette entreprise un syndicat qui, face à la répression et aux déportations, n'a rien fait pour défendre les travailleurs en lutte, pas même en publiant une déclaration dénonçant les actions du gouvernement et de l'entreprise. Ce n'est pas surprenant, puisque le président Abinader a été orateur au congrès du CNUS en 2021 et que son leader à vie Pepe Abreu, qui bénéficie d'une importante pension privilégiée accordée par le gouvernement, s'est prononcé dans le passé en faveur des entreprises sucrières, face aux plaintes pour violations des droits du travail et travail forcé, et a toujours été un agent servile des gouvernements PLD et PRM. Les organisations syndicales internationales CSA et CSI ont comme membre le CNUS, un appareil bureaucratique raciste directement complice du travail forcé dans l'industrie sucrière.

L'entreprise, à capitaux guatémaltèques et dominicains, loue des terrains et des actifs appartenant à l'État dominicain, suite au processus de privatisation mené par le premier gouvernement du PLD à la fin des années 90. Ces capitalistes ont fraudé l'État dominicain, selon une plainte de l'Articulation Nationale Paysanne devant le PGR en 2020, en ne payant pas les loyers à l'État, en plus l'entreprise a expulsé les agriculteurs de leurs terres, détruisant leurs récoltes, ce qui a généré des protestations ces dernières années dans la région, notamment un camp paysan permanent connu sous le nom de Camp Libertad. Les communautés paysannes ont également subi des arrestations arbitraires et ont dénoncé la contamination et la thésaurisation de l'eau par l'entreprise.

Nous nous joignons à la demande populaire visant à mettre un terme à la location des terres de l'État aux exploitants de la CAC. Il est temps de mener des mobilisations unitaires parmi les organisations ouvrières et paysannes de tout le pays contre cette entreprise exploiteuse. Nous exigeons que le Bureau du Procureur général cesse sa complicité avec les crimes du PN, de l'armée et de la DGM contre les travailleurs immigrés haïtiens et agisse contre la répression et les détentions arbitraires. Nous appelons les organisations syndicales du monde entier à rejeter le semi-esclavage auquel sont soumis les travailleurs de la canne à sucre et à exiger que le gouvernement de Luis Abinader respecte les droits du travail et verse immédiatement des retraites aux travailleurs retraités de la canne à sucre, ainsi qu'une indemnisation aux travailleurs réprimés de Batey 5. .

Arrêtez la politique anti-ouvrière du gouvernement ! Châtiment des membres corrompus et répressifs du PN, de la DGM et des militaires ! Révocation immédiate de la concession au Central Sugar Consortium ! Solidarité internationale avec les travailleurs de la canne à sucre !

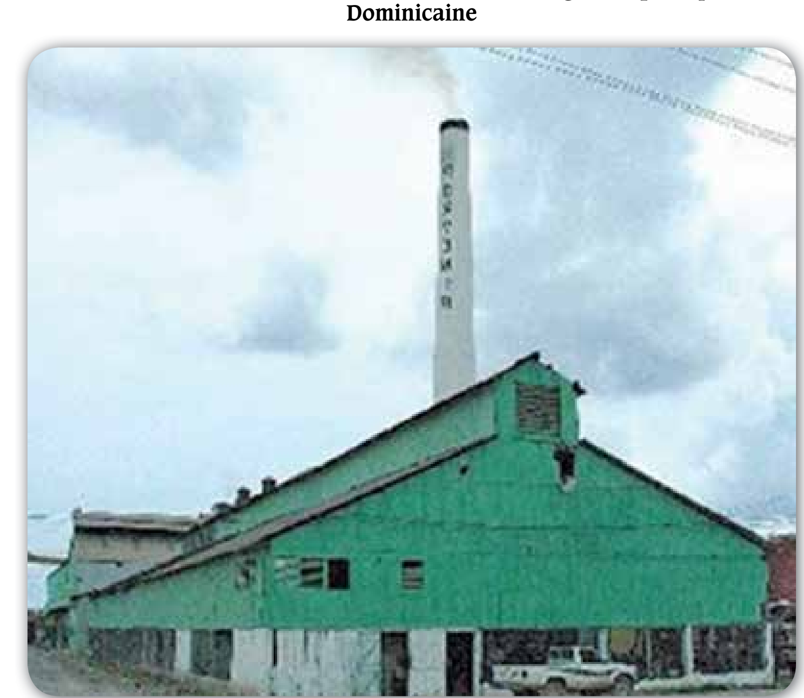
Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 3 juin 2024

Solidarité avec les travailleurs du Consortium Central du Sucre !

Dimanche 26 mai, l'État dominicain a déployé une opération répressive contre les travailleurs haïtiens des coupeurs de canne à canne à Batey 5, dans la province de Bahoruco, dont la production est acquise par l'usine Barahona rattachée au Consortium central du sucre (CAC).



Deux travailleurs de la canne à Saint-Domingue, République Dominicaine



Le Consortium Central du Sucre



La vie des Haïtiens compte !

Les travailleurs, après avoir reçu leurs paiements incomplets le vendredi 24, avaient décidé d'arrêter leur travail le lendemain et de fermer les installations dans lesquelles ils résident. Dimanche, l'armée et la police ont attaqué les travailleurs, dans un usage brutal, disproportionné et illégal de la force face à un conflit de travail, faisant des dizaines de blessés, dont certains grièvement.

Certains médias numériques ont rapporté des blessures causées par des couteaux, des plombs et des balles, indiquant qu'environ soixante (60) travailleurs avaient déjà été expulsés vers Belladere par le poste frontière d'Elías Piña. Ces expulsions illégales impliquent la participation de l'État dominicain au vol des salaires et des avantages sociaux par le CAC ainsi que l'expulsion illégale des témoins de crimes pour empêcher toute enquête possible et traduire les responsables en justice. Selon la presse, l'un des travailleurs blessés se trouve dans la capitale et risque de perdre un œil à cause des blessures subies par l'armée et la police.

Nous condamnons ces actions illégales de l'État dominicain et appelons la presse nationale à dénoncer ces actes répréhensibles. Nous exigeons que le Bureau du Procureur Général mette fin à l'inertie institutionnelle et à la complicité avec les crimes commis quotidiennement par la Direction Générale de l'Immigration, la Police Nationale et d'autres institutions dans leur répression illégale et anticonstitutionnelle contre la communauté immigrée haïtienne, et qu'il ouvre d'urgence un enquête sur les événements de Batey 5, en assurant la protection des témoins et des victimes afin qu'ils ne soient pas expulsés et puissent fournir des éléments d'enquête et traduire en justice les responsables de ces crimes.

Nous rappelons au gouvernement national et à l'opinion publique que le travail forcé, le vol de salaires, la fraude au travail pour non-respect des lois nationales du travail, de la Constitution et des traités internationaux du travail signés par la République dominicaine, ont déjà conduit à l'imposition de sanctions à l'entreprise américaine Central Romaine. Le gouvernement n'a pas tenu ses promesses en matière de travail envers les travailleurs migrants de la canne à sucre et n'a pas versé de prestations sociales ni de pensions aux travailleurs retraités de la canne à sucre. Dans le cas du CAC, on rapporte que le salaire pour une quinzaine de travail s'élevait à peine à 1.500 pesos (moins de deux dollars par jour), ce qui a déclenché le conflit du travail. Le ministère du Travail, au lieu d'intervenir pour empêcher l'esclavage et les pratiques de travail forcé, a laissé cette situation perdurer en toute impunité pour l'entreprise. L'entreprise a ensuite eu recours à la répression de l'État pour contourner ses obligations salariales et légales. Il est nécessaire de rechercher s'il y a eu une conspiration entre l'entreprise et les agents répressifs pour procéder à des expulsions et ne pas payer l'intégralité des salaires ou des avantages sociaux. S'il n'enquête pas, ne punit pas les coupables et n'indemnise pas les victimes, l'État dominicain ouvrira la porte à de nouvelles sanctions internationales plus sévères contre l'industrie sucrière du pays.

Nous exigeons que la répression et les expulsions cessent, que les crimes commis contre les travailleurs fassent l'objet d'enquêtes, que les criminels répondent de leurs actes et que les victimes soient indemnisées.

Comme nous le disons depuis 2021 : la vie des Haïtiens compte !

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 1er Juin 2024

Haïti : une anatomie de l'invasion



L'occupation de l'ONU sous la MINUSTAH a été marquée par sa brutalité envers le peuple haïtien.

Par Jemima Pierre*

Suite et Fin
Les États-Unis sont derrière l'invasion et l'occupation militaires multinationales d'Haïti. Comment est-ce qu'on est arrivés ici?

CARICOM et le Conseil de transition haïtien

L'une des raisons pour lesquelles l'occupation militaire brutale d'Haïti par l'ONU, qui a commencé en 2004, a pu passer inaperçue est que le pays était peuplé par une force militaire et civile multinationale et multiraciale. Les États-Unis l'ont admis, comme le révèlent les fichiers Wikileaks. L'ancienne ambassadrice des États-Unis en Haïti, Janet Sanderson, a salué la force d'occupation (MINUSTAH) comme une source bon marché de puissance américaine en Haïti, car elle était composée d'une coalition multinationale de forces occidentales et non occidentales, comprenant des pays allant du Bénin au Kenya en passant par le Brésil et l'Équateur, qui semblent tous déterminés à utiliser Haïti comme terrain d'entraînement. Dès le début, les États-Unis ont sollicité l'aide d'autres « partenaires régionaux » pour leur projet d'invasion d'Haïti. Une fois rejetée par le Brésil, le Canada et le Mexique, elle a tourné son attention vers les dirigeants de la CARICOM.

Début 2023, malgré la pression des États-Unis et du Canada, la CARICOM, sous la direction du Premier ministre des Bahamas, Philip Davis, a refusé d'accepter l'envoi de forces policières et militaires pour envahir Haïti. Mais à l'été 2023, les dirigeants de la CARICOM ont fait volte-face, cédant à la pression des États-Unis et de leurs acolytes, notamment le secrétaire général de l'ONU António Guterres et les membres du groupe restreint.

Ironiquement, cette volte-face s'est produite lors de la conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM, en juillet 2023, qui marquait également le 50e anniversaire de l'organisation. La réunion s'est déroulée en présence de responsables américains, dont la vice-présidente Kamala Harris, le secrétaire d'État Anthony Blinken et, entre autres, le député afro-américain Hakeem Jeffries. Le mois précédent, en juin, la ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, avait organisé aujourd'hui une réunion sur Haïti avec les pays des Caraïbes et diverses agences ministérielles des Nations Unies avec des partenaires clés pour discuter de la situation sécuritaire en Haïti. Ainsi, à la fin de la conférence de la CARICOM, les États membres ont publié une déclaration en faveur de l'invasion militaire d'Haïti orchestrée par les États-Unis. Comme le Kenya, les pays de la CARICOM se sont vu promettre de solides programmes d'aide et d'assistance en matière de sécurité pour leur service envers l'empire (voir la chronologie de Kevin Edmonds démontrant comment *« la CARICOM joue un rôle de premier plan dans la légitimation de l'intervention étrangère en Haïti, vendant littéralement Haïti pour un financement accru ».* et améliorer la fortune politique).

Au printemps 2024, les dirigeants de la CARICOM deviendraient les plus grands défenseurs du MSS en Haïti. La CARICOM a été propulsée sous le feu des projecteurs une fois qu'Ariel Henry a été empêché, par des groupes armés haïtiens, d'atterrir en Haïti après un voyage au Kenya parrainé par les États-Unis pour signer un accord sur le déploiement de la police kenyane (un accord mandaté par les tribunaux kenyans après avoir reçu une contestation de la constitutionnalité de l'envoi de la police kenyane en Haïti). Au lieu d'un gouvernement haïtien (puisque, si nous nous en souvenons, les États-Unis n'avaient pas forcé leur marionnette à organiser des élections), les États-Unis ont obtenu l'aide (ou la couverture) de la CARICOM pour concocter un nouveau « gouvernement » pour Haïti.

Les médias occidentaux nous ont rapporté que, le 11 mars, des discussions « dirigées par la CARICOM » avaient eu lieu avec les dirigeants haïtiens. En réalité, cependant, les États membres de la CARICOM travaillaient sous la supervision du Core Group. Les États-Unis ont choisi les dirigeants haïtiens à inviter à la discussion et le groupe restreint – États-Unis, France, Canada, Brésil et Mexique – s'est d'abord réuni en privé pour élaborer un plan pour Haïti, avant de faire appel à une représentation haïtienne choisie. Plus important encore, les Haïtiens choisis pour faire partie des négociations sur un nouveau gouvernement haïtien ont dû accepter les conditions américaines pour une intervention étrangère avant d'être autorisés à participer à la discussion ! En effet, la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, autre chouchou de la gauche américaine, travaillant aux côtés du président guyanais, Irfan Ali, a insisté sur le fait que les réunions ne pourraient pas commencer sans le soutien haïtien à cette invasion militaire étrangère.

C'est lors de ces réunions que la « solution » imaginée consistait en un « Conseil présidentiel de transition », un conseil de 9 membres composé de représentants du monde politique, du secteur privé, de la société civile et des « parties prenantes » confessionnelles haïtiennes pour exercer les fonctions de président de l'État. Haïti jusqu'à la tenue des élections en 2026. Les représentants comprennent des membres de toutes les anciennes classes politiques, y compris le parti de Martelly, le PHTK et Fanmi Lavalas de l'ancien président Aristide. Il faut réitérer que les membres de ce Conseil ont été triés sur le volet par les États-Unis et qu'ils ont tous dû accepter de soutenir l'invasion étrangère (et, en fin de compte, l'occupation). C'est ce qui est présenté comme la « *solution dirigée par les Haïtiens* » si souvent vantée par les responsables américains, les occupants du Core Group et les médias occidentaux. En ce sens, le Conseil présidentiel ne peut être considéré comme légitime, ni être utilisé pour parler d'Haïti comme souverain.

En effet, l'un des premiers actes majeurs du Conseil fut d'écrire au gouvernement kenyan pour demander l'invasion. Le 16 mai, les membres du Conseil de transition ont rencontré l'occupante résidente du pays, Maria Isabel Salvador, chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), un bureau dont l'existence démontre le manque de souveraineté d'Haïti. S'il fallait une preuve supplémentaire, Jake Johnston, analyste au Center for Economic Policy and Research, tweetait le 10 mai : *« J'ai demandé à une source proche du conseil présidentiel s'il y avait eu des communications à propos de ces avions en provenance des États-Unis. La réponse : non. »*

Le 20 mai, l'ONU News a publié un article sur Haïti intitulé *« Haïti : mission multinationale et « exigence inexorable de rétablir les conditions de sécurité ».* Dans cet article, on nous dit que l'invasion étrangère d'Haïti par le MSS est nécessaire parce que d'« activités de gangs criminels bien établis ». Le chef du BINUH, Salvador, a tiré la sonnette d'alarme : *« il est impossible d'exagérer l'augmentation de l'activité des gangs à Port-au-Prince et au-delà ».* Salvador affirme ensuite que les attaques des « gangs » « ont encore affaibli les institutions de l'État et aggravé les défis déjà critiques au rétablissement de l'État de droit ». Nous devons laisser de côté, un instant, l'ironie stupéfiante de Salvador, originaire de l'Équateur, qui parle comme si son pays n'était pas l'un des plus connus pour la violence des gangs, une violence des gangs qui s'est emparée de tout le pays, pas seulement de la capitale. . Ce qui est intéressant ici, cependant, c'est la suggestion selon laquelle c'est la « violence des gangs » en Haïti qui est la cause de « l'affaiblissement des institutions étatiques ».

Qui sont les vrais gangsters en Haïti ?

En septembre 2022, un groupe de militants populaires haïtiens a écrit une lettre ouverte au secrétaire général de l'ONU, António Guterres, pour dénoncer sa qualification des manifestations populaires comme une violence de « gang » :

Contrairement à vos affirmations, ces protestations populaires font partie d'une lutte pour un Haïti libéré de l'ingérence étrangère étouffante, de la gangstérisation, de cette misère extrême fabriquée et d'un régime politique antinational, illégitime et criminel établi par le Core Group dont l'ONU est un membre. Ce régime politique fantoche, opérant sous la dictée du Fonds monétaire international (FMI), vient de poignarder le peuple par la décision d'augmenter de plus de cent pour cent (128%) le prix des produits pétroliers…

La lettre non seulement fustigeait Guterres pour son soutien aux exigences du FMI exigeant que le gouvernement haïtien supprime les subventions aux carburants, mais imposait carrément la « gangstérisation » d'Haïti à l'ONU, au Groupe restreint et à la poursuite de l'occupation d'Haïti. Il a fait valoir que les « gangs » en Haïti sont « des appendices politiques du pouvoir de facto actuel [Ariel Henry], du Core Group » et qu'ils ont tenté d'infiltrer les mouvements populaires sous l'ordre de leurs patrons pour fournir un prétexte à la communauté internationale, criminaliser les manifestations anti-gouvernementales et anti-impérialistes en cours en Haïti depuis 2018.



Le président guyanais, Irfan Ali

L'un des aspects les plus sous-estimés de la « crise » actuelle en Haïti concerne les protestations continues du peuple haïtien contre l'occupation et pour l'autodétermination. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté en 2004 après la destitution d'Aristide par les États-Unis, la France et le Canada. Ils ont protesté contre l'imposition d'un autre président illégitime, Jovenel Moïse, en 2015 et 2016. Ils ont protesté contre la corruption du parti politique de Martelly et Moïse imposé par les États-Unis, le PHTK, en 2018 et 2019. Et ils ont protesté contre les États-Unis non élus et de facto a installé le Premier ministre Ariel Henry, jusqu'à ce que l'élite politique donne aux groupes armés les moyens de terroriser les populations des quartiers pauvres.

L'autre aspect sous-estimé du prétendu problème des « gangs » en Haïti concerne le rôle des oligarques et des élites politiques haïtiennes qui financent ces jeunes. En effet, les jeunes hommes armés terrorisant les quartiers pauvres – en particulier les bastions politiques de gauche – ne sont pas un phénomène nouveau. Les oligarques haïtiens ont toujours eu recours aux groupes armés pour régler des comptes commerciaux et politiques et pour semer des ravages dont ils pourraient tirer profit. En effet, depuis le début des années 1990, des personnes comme le propriétaire de l'usine André Apaid ont été dénoncées comme sponsors de groupes armés qui terrorisaient la population. Plus récemment, en 2022, le gouvernement canadien a sanctionné les oligarques Gilbert Bigio – souvent qualifié de personne la plus riche d'Haïti – Reynold Deeb et Sherif Abdallah. Beaucoup s'accordent sur le fait que « les gangs d'aujourd'hui sont en grande partie des alliés paramilitaires du PHTK, le parti politique installé par les États-Unis qui a dominé Haïti au cours de la dernière décennie avec une combinaison de fraude électorale et de violence ».

Mais cette partie de l'histoire ne correspond pas au récit raciste selon lequel le peuple haïtien est intrinsèquement violent et, en tant que tel, mérite une intervention violente.

On nous dit que l'intérêt des États-Unis en Haïti est humanitaire, que les États-Unis veulent protéger le peuple haïtien des « gangs criminels ». Pourtant, les armes américaines ont inondé Haïti, et les États-Unis ont systématiquement rejeté les appels à appliquer efficacement la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU prévoyant un embargo sur les armes contre les élites haïtiennes et américaines qui importent des armes dans le pays.

En fait, lorsque nous parlons de « gangs », nous devons reconnaître que les gangs les plus puissants du pays sont des filiales des États-Unis eux-mêmes : le Bureau intégré des Nations Unies (BINUH) et le Core Group, les deux entités coloniales qui ont effectivement gouverné le pays depuis le coup d'État de 2004. C'est ce gang, le Core Group, ses acolytes (CARICOM) et ses fantoches installés en Haïti qui insistent sur cette solution violente à la crise dans le pays - une crise qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer.

Alors pourquoi Haïti ?

Les États-Unis doivent maintenir leur contrôle sur Haïti, car le pays revêt une importance stratégique pour ses objectifs géopolitiques – la militarisation accrue de la région des Caraïbes et de l'Amérique latine en vue de sa confrontation avec la Chine et de la mise en œuvre du Global Fragility Act. En effet, un examen des actions des États-Unis et de la soi-disant « communauté internationale » en Haïti de 2004 à aujourd'hui démontre comment Haïti a servi de terrain d'essai – de laboratoire – pour une grande partie de ce qui est encapsulé dans la fragilité mondiale. Loi (GFA). En d'autres termes, le GFA n'est pas tant une nouvelle politique qu'une expression formelle de la politique américaine de facto envers Haïti et le peuple haïtien – du moins au cours des deux dernières décennies. En d'autres termes, la déstabilisation d'Haïti est calculée de manière insensible.

Mais pour que les puissances impériales occidentales masquent leur propre responsabilité face à la violence, à la précarité, à la misère, au chômage et à la pauvreté qu'elles ont contribué à créer et à structurer au sein de la population, elles s'adonnent à leur sport favori : favoriser une crise politique afin qu'ils puissent arriver messianiquement pour jouer le rôle de sauveur.

Il y a plusieurs raisons à cela. L'une des conséquences de l'ingérence des puissances occidentales en Haïti, ou du moins de la domination de la communauté internationale (représentée uniquement par les États-Unis, la France et le Canada, bien sûr) ou des politiques d'aide au développement des gouvernements occidentaux, est d'engendrer une politique sur mesure. Un processus de dépendance fondé sur l'exploitation et l'oppression des populations qui ne profite finalement qu'aux intérêts capitalistes. Il est donc important de comprendre le rôle des États-Unis dans le démantèlement complet de l'État haïtien, non seulement comme un événement secondaire, mais comme un ensemble de stratégies calculées et spécifiques.

suite à la page(16)

Istwa Maryela : 53 lane apre



Maryela

J. Fatal Piard

Maryela monte sou sanfil
Li danse li danse yamaha.

Chante lontan

Gen anpil istwa ki pase ale men ki malerezman pap janm pase ankò. Menmjan ki anpil dlo rivyè ki koule anba pon al plen fal lanmè, men ki papa janm retounen pase ankò. Nan pil istwa sa a yo ki pase tankou Madan Kolo, jounenjodi a se lokazyon pou n pale sou istwa Maryela. 28 me 2024 la ki sot pase la fè 53 lane depi istwa Maryela a te rive nan Pòtoprens.

53 lane apre, gen anpil moun ki sonje istwa Maryela kòm si se te jodi a l te pase. 53 lane apre Maryela rete kole la nan memwa yon bann ak yon pakèt moun. Wi, se konsa tout moun te rete yon jedi 28 me 1971 yo wè yon jenn tifi tonbe grenpe monte tout boulin sou tèt youn nan poto sanfil yo. Se poto sa a ki te pi wo pase de lòt yo.

Anvan n rive pi lwen kite n di n lè pou teknisyen yo grenpe monte sou tèt poto sa a se pat de prekosyon yo pa pran pou yo pa sot tonbe. Depi pye youn ta chape li t ap gen tan anba lontan. Sa k pi mal la anvan l rive anba a l t ap gen tan fin kraze miyèt moso. Menm ak fouchèt yo pa t ap ka ranmase l, anpil moun sonje sa.

Epoutan Maryela, yon ti jenn fi ki te abite sou Bèlè te rete san pèsonn pat atann yo a sa, li te pike monte sou tèt poto Sanfil la. Ki kote poto Sanfil la te ye menm ? Poto Sanfil la se te nan kwen ri Timas ak ri Peyan. Ri Timas sa a w tande a soti depi nan nannan Kwabosal li pase devan bab sen Jòzèf, epi li travèse boulva Lanpèrè Desalin.

Apre sa l travèse Bèlè, yon katye granpanpan depi nan koumansman lane 1900 yo, sot aba monte apre l glise desann al chwe Solino prèske rive sou pwent anba gagann Nazon. Men se detan ou pral pran ri Peyan ou fè yon ti kanpe w gade agòch ou gade w wè yon bann materyèl sèl gwo konpayi telefòn ki te gen nan peyi a ki te rele Teleko.

Se la tou gen yo gwo baz ak yon bann aparèy. Enben se la ki te rele Sanfil la. Pou n ka wè ki kote l ye pi fasil se ladan l anpil poto te konn keneb anpil fil kab telefòn yo. Se konsa yon jou yon jenn ti gengenn yo rele Maryela te eskalade youn nan poto yo nan yon bat je. Ti manzè file monte tankou yon ti koulèv vèt rive jis nan tèt flèch poto a.

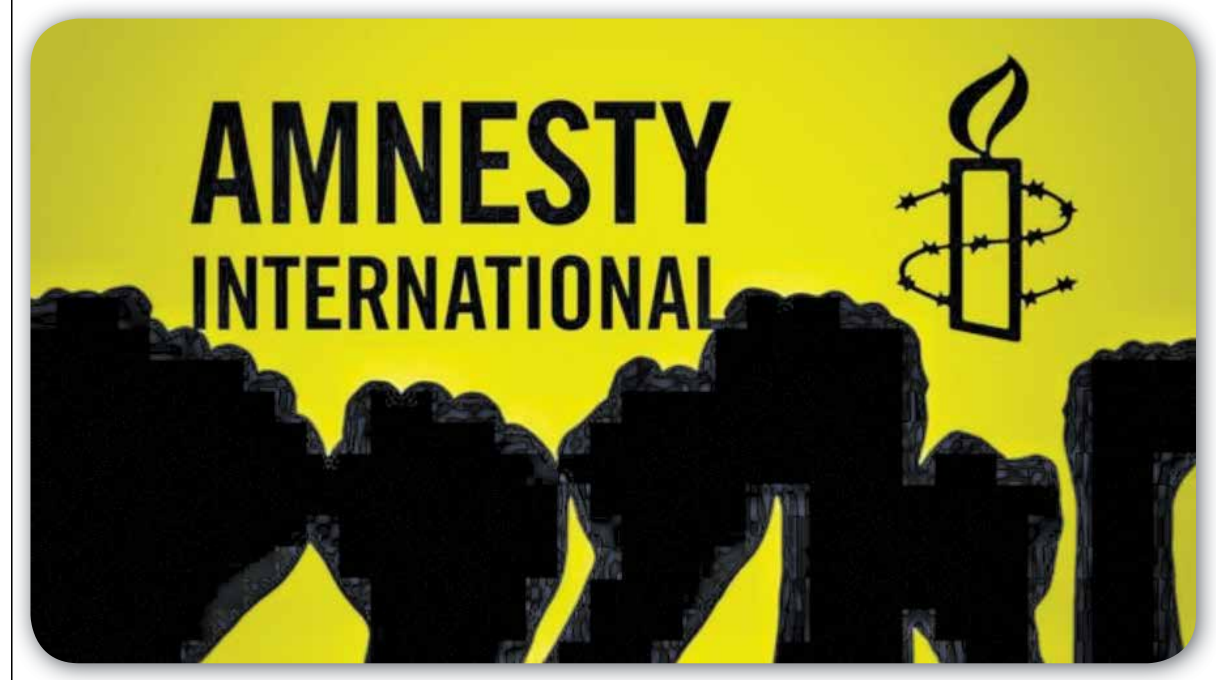
Nou pa bezwen di jan Moris Siksto ta di l la. Moun Pòtoprens pe chache zen pou achte pou lajan yo pa fouti jwenn. Epoutan men Maryela rete koumanman toudenkou pote l ba yo gratis ti cheri. Tout moun kouri vin wè bèl mèvèy. Moun moun moun sou moun. Machann, bouretye chofè taksi, machann pate kòde madigra mele ak bomas. Moun pote boure sot tout kote vin debake devan Sanfil vin wè zen.

Depi l te fè 1 nè tapan nan apremidi jou ki te jedi 28 me 1971 lan randevou te kase yon grenn kote, devan Sanfil. Tout moun, menm epav, akimafe, jamè dodo te vin asiste bèl espektak gratis, ti manzè sa a ki pe plinge sou tèt yon poto byen wo nan Sanfil. Si yon moun pat konnen l ap konprann se te yon sezon kanaval.

Ponpye, dòktè anbilans ak anpil lòt moun debake nan Sanfil pou sizoka pa ka. Jou jedi 28 me sa a li te 7 tè konsa nan aswè lè yo te resi fin fè mannèv pou yo te resi rive fe ti manzè desann tèt poto a. Apèn ti manzè fè sa l met pye l tè, yon michan lapli tonbe vide kò l atè, se nan nen chen rive bwè dlo.

Nan yon bèl tèks Antoni Lamòt te ekri, li te rakonte istwa Maryela a. jounalis Bòb Lemwàn ki te al fè entèvyou ak Maryela jan n ka wè l sou foto a. Ti manzè sa a ki te rele Maryela a menmsi nou wè l mens men l pa piti. Nan paske l pat pote kako l pou bèl twèl.

Nan dosye okipasyon Ayiti a, Amnisti Entènasyonal mande transparans ak garanti dwa pèp la !



Amnisti Entènasyonal

Nan yon deklarasyon li pibliye jounen madi 4 jen 2024, Òganizasyon dwazimen Amnisti Entènasyonal mande transparans ak garanti nan domèn dwa moun, nan kad deplwaman Misyon Miltinasyonal sipò pou sekirite (Mmas), y ap anonse toupatou k ap vini tankou yob sovè pou swadizan libere pep Ayisyen an.

Òganizasyon an mande pou asire nenpòt mezi misyon miltinasyonal sa a Kenya pral dirije a epi Etazini sipòte ak anpil lòt peyi yo, rantre anba lòd ak akò lalwa entènasyonal dwa moun, jan Konsèy Sekirite Nasyonzini an mande.

Se nan sans sa a, Ana Piquer Romo, ki se yon chilyen k ap dirije Amnisti Entènasyonal pou tout Amerik la fè konnen « Atansyon, nenpòt kalte erè nan domèn sa a pral devaste pirèd dwa pèp ayisyen an »

Amnisti Entènasyonal pou l kore deklarasyon l la, li rapòte « vyolasyon dwa moun toupatou ak enpinite toupatou ki te anrejistre nan misyon miltinasyonal Minista oswa sekirite etranje ki te fèt anvan an Ayiti, pa dwe repete ». Òganizasyon an mande, peyi ak moun ki pran responsabilite pou yo mennen fòs etranje an Ayiti yo, fòk yo pran tout mezi ki nesesè anvan ak pandan nenpòt deplwaman makawon an Ayiti, « pou anpeche listwa repete tèt li. »

Kreyòl pale, Kreyòl konprann ! Òganizasyon Amnisti Entènasyonal mande pou etabli yon mekanis endepandan pou resevwa plent, mennen ankèt sou tout akizasyon vyolasyon dwa moun, regle sou reparasyon epi voye kèk ka endividyèl bay yon tribinal sivil ayisyen, oswa nenpòt lòt jiridiksyon yon peyi ki bay pèsonèl rezon envestigasyon yo epi, lè sa apwopriye, pou inisyasyon pouswit jidisyè yo. Bravo !

Òganizasyon an kontinye pou l di « *gen yon mank enfòmasyon piblik detaye sou règleman yo, pwosedi yo, estrikti ak mekanis responsablite ki gen rapò ak dwa moun, patikilyèman nan ka eksplwatasyon ak abi seksyèl* »

Amnisti Entènasyonal fè 10 sou 10, men li t ap fè dekabès nèt, si l te di nan fen nòt la : *Aba Okipasyon Ayiti !Viv lit mas popilè yo ! Ayiti pa pou vann ni angwo, ni andetay !*

Biden va faire du Kenya un allié majeur non membre de l'OTAN alors que ce pays retarde son déploiement armé en Haïti


Le président Ruto avec le président Biden

Par Kyle Anzalone

Le président Joe Biden a annoncé que les États-Unis feraient du Kenya un allié majeur non membre de l'OTAN (MNNA) lors de la visite du président William Ruto à Washington. Les pays qui deviennent des alliés majeurs non membres de l'OTAN bénéficient d'un meilleur accès à la formation, aux armes et à la technologie américaines. En échange de l'accord de M. Ruto sur l'envoi de forces kenyanes en Haïti, M. Biden a offert à Nairobi une amélioration de ses relations militaires.

Jeudi, M. Biden a informé le Congrès de son intention de faire du Kenya la 19e MNNA. « *Le Kenya est l'un des principaux partenaires du gouvernement américain en matière de lutte contre le terrorisme et de sécurité en Afrique subsaharienne* », indique la lettre envoyée par la Maison Blanche au Congrès. « *Cette désignation démontrera que les États-Unis considèrent les contributions africaines à la paix et à la sécurité mondiales comme équivalentes à celles de nos principaux alliés non membres de l'OTAN dans d'autres régions.* »

Le fait de devenir un MMA renforcera considérablement les liens militaires entre le Kenya et les États-Unis. Nairobi aura accès à des armes, des formations et des technologies américaines de pointe. Ces armes comprennent des munitions antichars à l'uranium appauvri.

Le rapport du département d'État sur les droits de l'homme au Kenya en 2023 constate que les forces gouvernementales se sont livrées à des actes importants et répréhensibles d' »exécutions arbitraires ou illégales, y compris des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des actes de torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés par le gouvernement« . Le rapport note que Nairobi n'a pas amélioré ses pratiques en matière de droits de l'homme l'année dernière.

Néanmoins, l'administration Biden a renforcé ses relations militaires avec Nariobi afin d'inciter le gouvernement kenyan à envoyer ses troupes en Haïti. Washington espère que les forces armées kenyanes rétabliront l'ordre au sein du gouvernement de Port-au-Prince, soutenu par les États-Unis.

Un millier de soldats kenyans devaient arriver en Haïti à l'occasion de la rencontre de M. Ruto avec M. Biden. Toutefois, selon Reuters, ce déploiement a été retardé sans qu'un calendrier précis ne soit établi. La raison de ce retard n'est pas claire, mais une source a déclaré que les conditions à Port-au-Prince n'étaient pas propices à l'accueil des hommes armés.

Le gouvernement de Port-au-Prince, mis en place par Washington, soutient le déploiement, mais les Haïtiens s'opposent à l'envoi de troupes étrangères armées. Les citoyens haïtiens ont protesté contre le plan du gouvernement.

Des groupes paramilitaires ont empêché l'ancien premier ministre Ariel Henry de retourner à Port-au-Prince après qu'il eut signé un pacte avec Ruto, autorisant le déploiement de troupes kenyanes.Alors que M. Henry a été contraint de démissionner, Washington a facilité la transition vers un nouveau gouvernement qui soutient également les troupes kenyanes luttant pour prendre le contrôle du pays.

*Kyle Anzalone est rédacteur en chef de l'Institut libertarien, rédacteur en chef de Antiwar.com et co-animateur de Conflicts of Interest avec Will Porter et Connor Freeman.

Afrique Asie
31 mai 2024

Le sang du vampire


Ce papier est le dollar US, et ce système s'appelle Bretton Woods I et II

Par André Charlier

Les USA achètent, partout dans le monde, des biens matériels (automobiles, aliments, pétrole, etc...) et payent en papier. La valeur de ce papier est celle que décident de lui donner… les USA!

Ce papier est le dollar US, et ce système s'appelle Bretton Woods I et II. C'est un système de transfert des richesses du monde entier vers les USA. Un système de pillage. Un système-vampire.

Tout comme un vampire ne peut vivre sans sucer le sang des autres, le système de Bretton Woods ne peut subsister sans piller le monde. C'est ce qui explique la situation mondiale actuelle. C'est pourquoi nous sommes, en ce moment même, au bord de la guerre nucléaire. Le vampire ne vit que par le sang des autres, et ces autres, de plus en plus, refusent de se laisser saigner.

L'on pourrait croire que c'est le peuple américain qui profite de ce vampirisme. Comment alors expliquer la faim, pudiquement rebaptisée "insécurité alimentaire" pour faire scientifique, tous les sans-domicile-fixe, la disparition avancée de la classe moyenne, la dégradation des infrastructures, l'inflation, le prix exorbitant de l'éducation, et tout le reste?

La réalité, c'est qu'en dernière analyse, seule la haute finance internationale, le Pouvoir d'Argent, profite de Bretton Woods. C'est l'Accumulation du Capital poussée à son extrême limite, et à cette limite, le peuple américain est une victime comme tous les autres.

Et nous autres Ayisyen, nous en sommes une aussi, au degré le plus avancé. Mais par nos souffrances même, nous ne faisons que montrer ce que sera l'avenir de l'espèce humaine, si l'on laisse faire le Capital Financier.

Le feuilleton kenyan en Haïti !


Le 21 novembre 2023, le chef de l'Etat du Kenya, William Ruto, dans la capitale de l'Union européenne, Bruxelles

Par Catherine Charlemagne

(9e partie)

Pendant que le nouveau Premier ministre Garry Conille s'apprête à prendre les rênes du pouvoir de la seconde Transition post-Jovenel Moïse, nous poursuivons notre immersion au cœur de ce qui sera sans doute le plus long feuilleton politico-diplomatique et militaire de l'histoire d'Haïti. Trois jours après l'adoption de la Résolution du Conseil permanent de l'OEA sur la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, le Président de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, Dennis Francis, de son côté, s'était rendu en Haïti. Il était arrivé le 20 novembre 2023 à Port-au-Prince pour un court séjour de deux jours. Dans la capitale haïtienne, ce diplomate Trinidadien a eu des rencontres avec la quasi-totalité des acteurs de la Transition. Dennis Francis avait été reçu par le Premier ministre Ariel Henry, ensuite il y eut des entretiens avec les entités politiques, la Société civile et le monde des affaires économiques.

Comme pour répondre à la Résolution du Conseil permanent de l'OEA, le Président de l'Assemblée générale des Nations-Unis avait déclaré sur son compte **X,** ex-Twitter, *« Je suis ici à Port-au-Prince pour exprimer ma pleine solidarité avec le peuple haïtien et transmettre le message que la Communauté internationale ne l'a pas oublié. »* Après la visité de l'un des patrons de l'ONU, voyage qui a été sa première sortie officielle après son élection à la tête de la présidence générale de l'organisation mondiale, c'était au tour du Parlement européen de prendre le relais et faire entendre sa voix. Le 21 novembre 2023, le chef de l'Etat du Kenya, William Ruto, était reçu en Europe, particulièrement, dans la capitale de l'Union européenne, Bruxelles. Il venait solliciter l'aide des dirigeants européens pour l'expédition qu'il s'apprêtait à monter à destination du nouveau monde comme au bon vieux temps de la colonisation. Sur le vieux Continent, le Président kenyan a fait monter les enchères.

L'effectif qui était fixé, depuis le début de ce qui ressemble à un « roman » politique, à quelques milliers d'agents passait soudainement à 5000 hommes et femmes selon une dernière estimation du numéro un kenyan. A entendre le discours de William Ruto devant les députés européens, l'on croirait que c'était à Bruxelles qu'il découvre ou qu'il apprend l'étendue des forces que ses hommes devraient combattre une fois sur le terrain dans les fiefs des gangs qui tiennent le pays et qui ne semblent nullement impressionnés ni troublés par l'annonce ni par l'arrivée imminente de ces kenyans, notamment, à Port-au-Prince et à la Petite-Rivière de l'Artibonite. « *La mission en Haïti aura besoin de quelques 5 000 hommes et femmes pour relever le défi posé par les gangs armés. Le soutien de l'UE sera déterminant pour renforcer l'initiative, en fournissant les ressources et la légitimité nécessaires* », disait le Président du Kenya durant son discours au Parlement européen le 22 novembre 2023.

A la vérité, c'est la première fois qu'un acteur important de ce nouveau déploiement de la force militaire en Haïti a avancé un chiffre qui correspond plus ou moins à l'objectif attendu dans cette affaire. Sachant que la dernière grande mission militaire internationale de l'ONU en Haïti qui a duré près de quinze ans, (2004-2017) la MINUSTAH (Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti), comptabilisait plus de quinze mille hommes pour un résultat globalement négatif. En tout cas, devant toutes les institutions européennes où il a intervenu, le chef de l'État kenyan, William Ruto, n'avait cessé de solliciter des moyens pour mener à bien, disait-il, la mission dont il ne serait que l'exécutant. Il a affirmé que c'est à la demande de la Communauté internationale que son pays a accepté de conduire cette mission, par conséquent, elle relève de la responsabilité de ladite Communauté internationale, pas de la sienne.

Le 26 novembre 2023, dans le cadre des relations entre cette institution et l'État dominicain (RD), Andrés Lugo Risk, Vice-ministre administratif de la présidence dominicaine, était à son tour invité à Bruxelles pour parler des relations dominicaines, mais surtout de la problématique de la crise haïtienne dont la République dominicaine est en première ligne compte tenu de la proximité physique des deux pays. Entre autres, de la crise provoquée par la construction d'un premier canal sur la rivière Massacre côté haïtien alors que les dominicains en disposent déjà plus d'une dizaine. Coordinateur de la Délégation dénommée « *Pacte National pour la crise d'Haïti* », un organisme créé par le Président Luis Abinader afin de suivre en temps réel l'évolution de la crise et de la Transition en Haïti, Andrés Lugo Risk, devant les parlementaires européens, avait plaidé pour une intervention militaire directe et urgente en Haïti afin, déclarait-il, de mettre fin au calvaire de ce pays. « *Nous vous demandons plutôt avec insistance d'intervenir dans la pacification d'une Nation embourbée dans la violence, le chaos et l'instabilité à tous les niveaux* » plaidait l'officiel dominicain auprès des eurodéputés au Parlement à Bruxelles.

L'on est toujours en Europe, le 28 novembre 2023, le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), comme chaque année, publiait son Rapport sur la situation des droits humains dans le monde. Cette année 2023, Haïti était principalement ciblée. Associé avec le Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), le Haut-Commissariat des Nations-Unis qui est basé à Genève, en Suisse, s'est penché particulièrement sur la situation des victimes des gangs à travers le pays. Dans ce Rapport détaillé et documenté, l'organisation des droits de l'homme a mis l'accent sur des régions très précises comme l'Artibonite, la zone métropolitaine de Port-au-Prince, entre autres, Martissant et Croix-des-Bouquets. *« Entre janvier 2022 et octobre 2023, au moins 1694 personnes ont été tuées, blessées ou kidnappées dans le bas Artibonite. Les enlèvements contre rançon faits par des groupes criminels sont devenus une crainte constante pour les usagers des transports publics du bas Artibonite. Au moins 20 groupes criminels incluant les gangs et les groupes d'autodéfense sévissent actuellement dans le département de l'Artibonite, plus précisément dans la partie méridionale du bas Artibonite.*

Certaines analyses tendent à distinguer les gangs criminels des groupes d'autodéfense en mettant en exergue les causes de leur émergence. Les faits montrent toutefois que ces deux acteurs font preuve d'une extrême brutalité à l'encontre des populations locales. Les groupes pillent également les propriétés, les récoltes et le bétail des agriculteurs et détruisent les canaux d'irrigation, contribuant ainsi au déplacement de plus de 22 000 personnes de leurs villages, ce qui réduit considérablement la superficie des terres cultivées, augmentant ainsi l'insécurité alimentaire. En septembre 2023, plus de 45 pour cent de la population du bas Artibonite était en situation d'insécurité alimentaire aiguë. La violence des gangs a également empêché de nombreuses familles d'agriculteurs de rembourser leurs dettes ou d'accéder aux services de base. A travers Haïti, au moins 3 960 personnes ont été tuées, 1 432 blessées et 2 951 kidnappées dans les violences liées aux gangs cette année 2023.



Volker Türk, Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations-Unies à Genève

La situation en Haïti est cataclysmique. Nous continuons de recevoir des informations faisant état de meurtres, de violences sexuelles, de déplacements et d'autres violences - notamment dans les hôpitaux. Face à la terrible violence contre la population qui s'étend - à l'intérieur et à l'extérieur de Port-au-Prince - et à l'incapacité de la police à les arrêter, la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité, indispensable, doit être déployée en Haïti dès que possible » écrit, entre autres, le Rapport sous la supervision de Volker Türk, Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations-Unies à Genève. Après la publication de ce Rapport accablant pour les autorités de la Transition sur la situation sociopolitique du pays, le gouvernement réplique avec la visite d'une Délégation du Kenya à Port-au-Prince le lundi 4 décembre 2023. Gardée sous silence pendant plusieurs semaines, la nouvelle a été dévoilée dans la matinée du mardi 5.


La première visite des officiels du Kenya en Haïti

Même la presse n'était pas au courant de ce voyage des officiels kenyans en Haïti qui, pourtant, ont rencontré beaucoup de monde, notamment l'équipe de la Présidente du Haut Conseil de la Transition (HCT), Mirlande H. Manigat et ses deux assesseurs Calix Fleuridor et Laurent Saint-Cyr. Mais, compte tenu d'une série de mauvaises nouvelles durant la fin du mois de novembre et le début du mois de décembre, les autorités ont fini par se satisfaire de cette visite pourtant prévue de longue date. C'est par une note de presse que la Primature avait rendu publics la visite à Port-au-Prince des Kenyans d'une part et le départ dans les jours suivants d'une Délégation haïtienne de haut rang à Nairobi, la capitale kenyane, d'autre part. Selon la note, la visite des officiels du Kenya se faisait dans le cadre du déploiement, bientôt, de la force multinationale en Haïti et celle des Haïtiens au Kenya dans le cadre des préparatifs de l'arrivée de la mission. *« Dans le cadre de la préparation à l'arrivée prochaine de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS), une imposante délégation du Kenya, accompagnée de représentants de l'Administration américaine, a eu aujourd'hui une importante réunion de travail avec le Premier ministre, Dr Ariel Henry, et des membres du gouvernement. La délégation a également rencontré les membres du Haut Conseil de la Transition (HCT).*

Elle a eu une longue séance de travail avec le haut commandement de la Police nationale d'Haïti. Par ailleurs, une Délégation de haut niveau du ministère de la Justice et de la Sécurité publique et de la PNH se rendra dans les prochains jours à Nairobi en vue des préparatifs liés à l'arrivée de cette mission », écrivaient les autorités haïtiennes. Curieusement, le gouvernement n'avait donné aucun nom ni titre du chef de la Délégation kenyane qui était venu à Port-au-Prince ni des représentants de l'Administration américaine au cours de la première semaine du mois de décembre 2023. Un mystère, après coup, qui a été finalement dévoilé par plusieurs sources dont le quotidien *Le Nouvelliste* du 5 décembre 2023. En effet, selon ces sources, il s'agissait, en fait, de la Conseillère à la Sécurité Nationale du Kenya, Monica Juma, de l'Inspecteur général adjoint de la Police administrative, Noor Gabow, du chef du Service de renseignement du Kenya et des représentants d'autres Départements gouvernementaux du côté kenyan.

Ces officiels étaient accompagnés des représentants de l'Administration de Joe Biden dont le chargé d'Affaires américain en Haïti, Eric William Stromayer du côté des Etats-Unis. Par ailleurs, on avait appris que la Délégation s'était réunie avec les responsables de l'institution policière haïtienne dans la perspective que les deux forces travailleront ensemble. *« La Délégation kényane a été dirigée par le patron du renseignement au Kenya et le chargé d'Affaires américain à Port-au-Prince a conduit la délégation américaine. Les officiels se sont entretenus dans la matinée avec le Premier ministre Ariel Henry qui joue à la fois le rôle de ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires Étrangères, Jean Victor Généus, la ministre de la Justice et de la Sécurité Publique Emmelie Prophète-Milcé et le ministre de la Défense Enold Joseph. La Délégation kényane a également eu une réunion en aparté avec les membres du HTC (Haut Conseil de la Transition).*

Ensuite, il y a eu une réunion à la Direction générale de la PNH avec le haut état-major de la police. Cette visite rentre dans le cadre des mises en place pour l'arrivée de la mission. L'objectif est de trouver le plus d'harmonisation possible entre la Police nationale d'Haïti et les Kényans » rapportait le journal de *suite à la page(16)*

Imperialism Has Appointed Garry Conille as its Haitian Prime Minister



Dr. Garry Conille was appointed Haiti's Prime Minister by the Transitional Presidential Council on May 28, 2024.



Garry Conille was Bill Clinton's Chief of Staff after the 2010 earthquake in Haiti.

by Marie Laurette Numa

The *Villa d'accueil* (Prime Minister's office) was not officially converted into Haiti's National Theatre on Tue., May 28, but the nine members of the new Transitional Presidential Council (TPC) played their roles very well.

Composed of representatives of the Fanmi Lavalas, Pitit Desalin, PHTK and the Montana group, this gaggle of traitorous opportunists proved themselves to be genuine puppets, worthy clones of their now deposed predecessor Prime Minister Ariel Henry. They reappointed Dr. Garry Conille, 58, as Prime Minister, Haiti's most powerful executive position, which he had previously held under President Michel Martelly from October 2011 to February 2012.

In so doing, the TCP was carrying out Washington's wishes, by rehoisting to power a valet/protégé of former President Bill Clinton, when he ruled Haiti for 18 months after the January 12, 2010 earthquake.



The popular organization "Esclave Révolté" also endorsed Conille, assuring that he would deliver fair elections.

Until his reappointment as U.S. Imperialism's new Haitian Prime Minister, Conille was UNICEF's Regional Director for Latin America and the Caribbean.

A U.S. Embassy tweet on May 24 made it clear to anybody with half a brain that, from a large field of candidates, Washington had tagged Conille, saying they wanted to see the TPC select "a Prime Minister... on the basis of technical merit and impartiality."

Its Council of Nine Lackeys, its *indigènes de service*, did not show the slightest resistance, but followed the State Department's diktat to the letter. The TPC did not make a choice; it simply followed the order it received while acting out a mock meeting with several candidates.

None of them had the courage to reveal the truth to the people. And without any shred of honesty and or irony, Edgard Leblanc, the TPC President, wrote on X: "Following discussions within the Transitional Presidential Council, and after the hearings of the candidates selected for the post of Prime Minister, Dr. Garry Conille is chosen by consensus to lead the government of the Transition period."

For the sake of history, it is necessary to cite the names and political affiliation of these new Sudre Dartiguenaves, these Conzés, these traitors to the Nation, who in broad daylight handed Haiti over, tied hand and foot to its enemies of all time, the imperialist powers.

They are: **Smith Augustin** (former diplomat) delegate of RED/EDE/Historical Compromise; **Louis Gérald Gilles** (doctor and former Fanmi Lavalas senator) delegate of the December 21 Agreement; **Fritz Alphonse Jean** (former governor of Haiti's central bank), delegate of the Montana Accord; **Edgar Leblanc Fils** (former Senate President) delegate of the January 30 Collective of Political Parties, **Laurent Saint-Cyr** (entrepreneur), delegate of the Private business sector, **Emmanuel Vertilaire** (lawyer) delegate of Pitit Desalin, and **Leslie Voltaire** (former minister and diplomat) delegate of Fanmi Lavalas. The evangelical pastor **Frinel Joseph**, represents Civil Society while the former World Bank official **Régine Abraham** represents REN, and, the fact that they have no right to vote does not remove their complicity.

This TPC is really only a symbolic entity, while the real operational leader will be the Prime Minister, just as Gérard Latortue was during the 2004-2006 "transition" with Boniface Alexandre of the Supreme Court acting as President, both effectively parachuted in by the United States.

The TPC voted 6 to 1 to appoint Garry Conille as Prime Minister. Laurent St-Cyr, the private sector's representative, was absent from the vote. This sector is terribly disappointed, since it had made too many foolish expenses by showering gifts on the TPC members to get their candidate Alix Didier Fils-Aimé into the post. But this failed candidate, playing the good sport, tweeted to Conille: "I present my sincere congratulations to the Prime Minister designated by the Presidential Council of the Transition, Mr. Garry Conille. I remain a convinced patriot, Long live Haiti!"

Garry Conille, the certified pawn of the United Nations, will further strengthen international (i.e. imperialist) support to put the country under supervision and that is why they wanted to use him. Although he left the country for more than 10 years, he worked within the international machinery. This is what the protagonists of the system offered us with their slogan of a so-called "Haitian solution."

The other fact to point out is the great influence of the United States even at the level of popular organizations. One of the organizations which certainly campaigned on behalf of the U.S. Embassy and encouraged presidential advisers to set their sights on the choice of Conille is none other than the popular organization "*Esclave Révolté*" (Revolting Slave). During a press conference held on Thu., May 23, this organization even guaranteed that with Conille will give us honest, credible and transparent elections.

To try to hide their treachery, two tendentious notes were published the same day, May 28, by Fanmi Lavalas and the Montana Accord:

"To help the Presidential Council transition to transparency and away from corruption, the Fanmi Lavalas party asks to publish in the newspaper *Le Moniteur*, the decree establishing the organization and the mode of operation of the presidential council and the resolution which specifies the majority of 5 out of 7, before announcing the name of the Prime Minister."

The same observation came from Montana, in whose note were the following recommendations to the TPC:

"- Rushed publication of the Agreement of April 3 in *Le Moniteur*;

– Publication of the decree on the organization and functioning of the Council in *Le Moniteur*;

– Public communication of the list of all candidates and the list of criteria and the mechanism that will allow them to access the choice of who will be the Prime Minister among all the candidates."

These two notes, however, have clearly shown us that the position taken by the representatives of these two pro-imperialist currents in the TPC was well-planned by their respective organizations.

Let the Haitian people take note! And let the traitors beware! History's pencils have no erasers!

The Progressive Agenda for Haitians Today



Progressives must unite around demands like "the right of Haitian peasants to land through genuine agrarian reform for the revival of national production and their full economic and social development."

by Henriot Dorcent

As Lenin said: "Without revolutionary theory, there can be no revolutionary movement." At this turning point in our history, progressive Haitians must refer to Marxist philosophy to interpret and understand the events of this situation and better resist and combat the maneuvers of the enemy.

Faced with the new planned military occupation of the Multinational Security Support (MSS) force, let us unite in making denunciations based on principle and proclaiming the inalienable rights of the Haitian people and the rebirth of the new Haitian man.

I. Denunciations

A. Let us denounce the semi-feudal and semi-capitalist mode of production of our economy and at the same time the large private land ownership of our agricultural land, a source of misery for poor farmers and a retrograde and inhumane production system.

B. Let us denounce the starvation wages paid to Haitian subcontracting workers and the unjust exploitation of human labor by illegitimate and privileged national and foreign interests.

C. Let us denounce illiteracy, the lack of teachers, the lack of free primary and secondary schools, the lack of doctors and hospitals, the lack of social protection for the elderly and the disabled, and the inequality and exploitation of women.

D. Let us denounce the political and economic oligarchies, the repressive police, and this new occupying force's soldiers and police officers who keep the popular masses in misery and prevent their democratic development and the full exercise of their sovereignty.

E. Let us denounce the transfer of our natural and mineral resources to foreign monopolies through a policy of abandonment and betrayal of the nation's higher interests.

F. Let us denounce the PHTK regime with this new version of the presidential council which remains deaf to the people's demands and bows to the imperialist countries' orders.

G. Let us denounce, in general, the exploitation of man by man and the exploitation of poorly developed countries by imperialist financial capital.

II. Proclamation of Rights

A. Let us proclaim the right of Haitian peasants to land through genuine agrarian reform for the revival of national production and their full economic and social development.

B. Let us proclaim the right of the Haitian worker to the fruit of his work and to a decent minimum wage which allows him to live and reproduce, the right of disadvantaged children to education, the right of young people to work, the right of sick people to serious medical assistance and hospitalization, the right of students to free, experimental and scientific education, the right of women to civil, social and political equality, the right of the elderly to a secure old age, the right of intellectuals, artists and scientists to fight in their work for a better Haiti, the right of the Haitian state to nationalize the monopolies of the private sector and foreign companies, thus recovering wealth and national resources for equitable redistribution, our country's right to free trade with all the peoples of the world, the right of the Haitian people to full sovereignty and self-determination.

C. Let us proclaim the right of the Haitian State to arm workers, peasants, progressive intellectuals, women, young people, the elderly, all the oppressed and exploited, in order to defend their rights and future.

III. Proclamation of the Civic Duties of the New Haitian Man

A. Let us proclaim the duty of workers, peasants, students, women, young people, and the elderly to fight for their economic, political and social demands.

B. Let us proclaim the duty of oppressed and exploited nations to fight for their liberation, the duty of each people to be in solidarity with all oppressed, colonized, exploited or aggressed, no matter where in the world or the geographical distance that separates them; all the peoples of the world are brothers and sisters.

C. Let us reaffirm our conviction that the Haitian people will soon set out, united and victorious, freed from the links which transform their economy into wealth delivered to imperialist countries and which prevent them from making their true voice heard in international bodies by servile officials who form a chorus with the despot master.

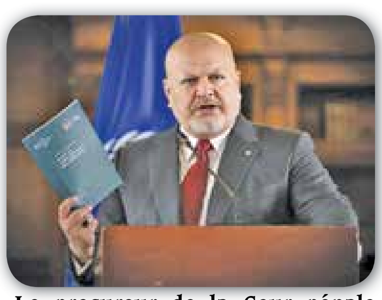
D. Let us decide to work towards this common destiny with the planet's other exploited peoples, a destiny which will allow our countries to build true solidarity based on the free will of each of them and on common aspirations.

In front of all the other brother peoples of the whole world, Let us proclaim that Haiti will not fail; this is our historic commitment with our eternal motto: "FREEDOM OR DEATH."

BENJAMIN NETANYAHU FACE AUX ÉTATS-UNIS



Le président Biden a entamé une manœuvre délicate : rompre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et sa stratégie de guerre à Gaza – tout en restant fidèle à Israël et à sa lutte contre le Hamas.



Le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, a mis en garde contre toute tentative de pression sur le personnel de la CPI. Il ne parlait pas dans le vide, selon « +972 Magazine », « Local Call » et « The Guardian », le Mossad a fait chanter, de 2016 à 2021, le prédécesseur de Karim Khan, Fatou Bensouda. Il ne s'agissait pas à l'époque de masquer les crimes actuels.



En octobre dernier, Galit Distel-Etebaryan, ministre israélienne de l'Information, a démissionné pour protester contre l'omniprésence de la censure militaire. Par la suite, les principaux officiers de ce service ont eux aussi démissionné pour protester contre l'usage de l'excuse de Sécurité nationale pour censurer les enquêtes de la presse israélienne.

Par Thierry Meyssan

Benjamin Netanyahu n'a pas fait céder le président Joe Biden, bien qu'en janvier, il ait prétendu pouvoir y parvenir. Toutefois, il a pourtant gagné ce duel en empêchant la Maison-Blanche de s'opposer à sa politique. Sous nos yeux, il refuse d'obéir au Conseil de sécurité des Nations unies et à la Cour internationale de Justice. Il pratique un nettoyage ethnique à la fois à Gaza et en Cisjordanie. Même s'il le souhaite, nul ne peut entreprendre quoi que ce soit pour faire cesser ses crimes.

Fin janvier dernier, 12 ministres israéliens en exercice, dont le Premier ministre Benjamin Netanyahu, participaient à un grand show, organisé à Jérusalem, sous le titre « *Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie* » [1]. À cette occasion, les organisateurs menaçaient les Anglo-Saxons de reconstituer le groupe Stern qui avait lutté contre les Alliés durant et après la Seconde Guerre mondiale, s'ils s'opposaient à la colonisation de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie.

En d'autres termes, le fasciste Vladimir Ze'ev Jabotinsky avait toujours souhaité s'approprier « *Eretz Israel* » (c'est-à-dire tous les territoires allant du Nil à l'Euphrate, incluant Israël, les Territoires palestiniens, le Liban, la Jordanie, la Syrie et une partie de l'Iraq), la « Terre promise », le « Grand Israël ». En qualifiant Jabotinsky de « fasciste », je ne porte pas de jugement de valeur. Je souligne simplement qu'il fut l'allié de Benito Mussolini, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. [2].

Les disciples de Jabotinsky exigeaient, il y a quatre mois, de pouvoir réaliser ce projet, d'expulser les arabes de Palestine et de conquérir toute la région.

Washington avait réagi en prenant des mesures coercitives unilatérales contre les « suprémacistes juifs » de Cisjordanie (1er février 2024) [3], puis en imaginant un renversement de Benjamin Netanyahou au profit de Benny Gantz [4], en suspendant les livraisons d'armes et, finalement, en tentant d'imposer un accord de paix. Par « suprémacistes juifs », je désigne les disciples du rabbin Meir Kahane, qui furent interdits de siéger à la Knesset, mais y font désormais la loi.

Simultanément, le Conseil de sécurité des Nations unies, sous la pression de l'Assemblée générale après plusieurs vétos états-uniens, a finalement adopté, le 25 mars, une résolution exigeant un cessez-le-feu humanitaire à Gaza [5]. Cependant, l'ambassadrice Linda Thomas-Greenfield, représentante spéciale des États-Unis à l'Onu, méprisant la Charte des Nations unies, prétendait immédiatement que cette résolution n'était pas contraignante, c'est-à-dire qu'Israël pouvait décider de ne pas l'appliquer.

De son côté, la Cour internationale de Justice (CIJ), s'alignant sur le discours de la Maison-Blanche, a d'abord ordonné à Israël de prendre des mesures conservatoires pour éviter un génocide [6], puis lui a ordonné de se retirer immédiatement de Rafah [7].

Or, à l'initiative du président de la Chambre des représentants (Mike Johnson), les présidents des républicains au Sénat (Mitch McConnell), des démocrates au Sénat (Charles Schumer) et à la Chambre (Hakeem Jeffries), viennent d'adresser une invitation à Benjamin Netanyahou pour qu'il s'exprime devant les parlementaires réunis en Congrès. Ce faisant, le Pouvoir législatif US s'oppose au Pouvoir exécutif et soutient clairement le nettoyage ethnique en cours.

Les « sionistes révisionnistes » (ainsi que Jabotinsky appelait les membres de son courant de pensée) ont donc échoué à imposer leur volonté au président Joe Biden, mais sont parvenus à l'imposer au Congrès. Comment y sont-ils arrivés ?

Le soutien du Congrès contre la Maison-Blanche

Le président de la Chambre des représentants, le Républicain Mike Johnson (Louisiane) est un avocat évangélique [8]. Il s'est fait connaître durant les procès qu'il a intentés pour faire triompher sa conception du christianisme, notamment contre les homosexuels, mais il est surtout un « chrétien sioniste » pour qui la défense d'Israël, quoi qu'il fasse, est un devoir religieux. Il a été élu à la présidence de la Chambre dans des circonstances troubles avec l'aide inespérée des ultra-conservateurs du Freedom Caucus qui s'opposaient au relèvement du plafond de la dette publique.

Mitch McConnell, président du groupe Républicain au Sénat, méprisant le Droit international [9] au nom de l'« exceptionnalisme américain » [10], est connu de longue date pour ses positions pro-Eretz Israël. En 2017, ce baptiste avait exhorté les présidents US à « respecter la pratique consistant à opposer leur veto à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies qui visent à insérer les Nations unies dans le processus de paix, à ne pas reconnaître les actions palestiniennes unilatérales, y compris la déclaration d'un État palestinien, ou à dicter des termes et un calendrier pour une solution au conflit israélo-palestinien » [11].

Hakeem Jeffries, président du groupe Démocrate à la Chambre, est aussi connu pour son alignement constant sur les positions de l'État d'Israël. Bien qu'il n'ait pas défendu le principe du nettoyage ethnique des arabes en Palestine, il s'est largement exprimé en faveur de l'extermination des membres du Hamas, sans faire de distinction entre ceux qui sont affiliés à la Confrérie des Frères musulmans et ceux qui ressortent de la Résistance palestinienne.

Le cas le plus surprenant est celui de Chuck Schumer, le président du groupe Démocrate au Sénat. Depuis 43 ans, ce juif ultra-orthodoxe soutient par principe toutes les positions de l'État d'Israël jusqu'à son spectaculaire retournement, en mars, lorsqu'il déclara que l'on pouvait être à la fois pro-israélien et s'opposer à la politique de Benjamin Netanyahu [12]. Il était alors fermement opposé à une visite de Netanyahu aux États-Unis. Il lui a cependant donné la parole, par la suite, en vidéo devant son groupe parlementaire et, aujourd'hui, en le recevant en sa qualité de Premier ministre israélien, au Congrès.

De ces quatre personnalités, seul Chuck Schumer est juif. Mais les trois autres doivent largement leur réélection au soutien financier des oligarques juifs états-uniens. Ils correspondent aux politiciens emblématiques que John Mearsheimer dénonçait dans son étude *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. La démocratie états-unienne était à vendre et les pro-Israéliens l'ont achetée.

Impossibilité de prendre des décisions contraires à celles des « sionistes révisionnistes »

À titre de comparaison, l'état de la démocratie est différent aux États-Unis et en France. Certes dans les deux cas, les bailleurs de fond électoraux influent plus sur la politique nationale que les électeurs, mais on ne retient pas les mêmes caractéristiques. À Washington, on ne s'étonne pas des religions sectaires des élus. On peut être parlementaire, membre du gouvernement, voire président, et croire en Gog et Magog. À Paris, au contraire, on ignore les appartenances religieuses et ethniques des élus. On peut donc se trouver, comme aujourd'hui, sans que personne n'en ait conscience, avec la moitié des présidences des institutions constitutionnelles détenues par des citoyens susceptibles d'acquérir la nationalité israélienne.

Dans un cas comme dans l'autre, il est impossible aux Exécutifs de prendre des décisions allant à l'encontre de la politique de l'État d'Israël voire, dans le cas des États-Unis, à l'encontre de celle des « sionistes révisionnistes », c'est-à-dire des néo-fascistes qui pratiquent au grand jour un nettoyage ethnique en Palestine.

Pour sortir de cette situation, il faudrait que les élus s'affranchissent de leurs bailleurs de fonds et qu'ils n'hésitent pas à révéler le soutien apporté par le camp occidental durant la Guerre froide à des criminels contre l'humanité. Si Benjamin Netanyahu et ses « suprémacistes juifs » sont aujourd'hui au pouvoir, c'est parce que l'Occident collectif a trouvé durant des décennies un intérêt à soutenir leur courant idéologique bien qu'il l'ait vaincu durant la Seconde Guerre mondiale.

Omniprésence de la censure militaire

Les crimes perpétrés par les sionistes révisionnistes sont des secrets d'État. Durant des décennies, ils ont massacré des communistes, ou de simples opposants, un peu partout dans le monde. Du Guatemala au Congo, en passant par l'Iran, de l'Afrique du Sud à Taïwan, en passant par la Bolivie, ils participèrent aux pires coups tordus de la Guerre froide. Tous ces crimes sont protégés par une censure implacable [13].



En 2015 déjà, le Congrès avait invité Benjamin Netanyahu alors que le président Barack Obama refusait de le recevoir à la Maison-Blanche. Lors de son discours, selon le « New York Times », des agents de l'ambassade surveillaient les parlementaires qui n'applaudissaient pas afin de les sanctionner.

Aujourd'hui, l'État hébreu dispose de la censure militaire la plus efficace au monde. Des centaines d'enquêtes des journaux israéliens sur les liens entre Benjamin Netanyahu, les Frères musulmans et le Hamas, sur la préparation de l'attaque du 7 octobre, sur l'absence de riposte des services sécurité durant plusieurs heures, ou sur les véritables objectifs des FDI à Gaza ont été censurées. Durant le dernier trimestre 2023, des passages de 2 703 articles ont été caviardés et 613 autres ont été complètement censurés a admis le service militaire de censure [14]

Nous ne connaissons des évènements du 7 octobre que la version officielle, c'est-à-dire des mensonges. Si nous savons que le Hamas n'a décapité aucun enfant, contrairement aux témoignages des services de secours, nous ne savons ni combien d'Israéliens ont été tués par les attaquants, ni qui a donné des armes ukrainiennes à la Résistance palestinienne. Les soutiens d'Israël continuent à raisonner comme si le Hamas était une organisation homogène et que Benjamin Netanyahu ignorait qu'il allait attaquer Israël [15].

Pour y voir plus clair, le général Benny Gantz a déposé une demande de création d'une commission d'enquête sur la préparation de l'attaque du 7 octobre, sa réalisation et ses conséquences, une demande qui vise directement les « sionistes révisionnistes » et qui, pour le moment, n'a aucune chance d'être suivie d'effet.

Il est probable que, beaucoup plus tard, lorsqu'elle se tiendra et révèlera les secrets, les soutiens actuels de Benjamin Netanyahu tenteront de s'excuser en disant qu'ils ne savaient pas, eux non plus. En effet, il n'y a de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir.

Notes

[1] « À Jérusalem, la « Conférence pour la Victoire d'Israël » menace Londres et Washington », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 février 2024.

[2] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 janvier 2024.

[3] *Executive Order on Imposing Certain Sanctions on Persons Undermining Peace, Security, and Stability in the West Bank*, *White House*, February 1, 2024.

[4] « Washington, Londres et Tel-Aviv empêtrés en Palestine », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 19 mars 2024.

[5] « Résolution 2728 du Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu humanitaire à Gaza », *Réseau Voltaire*, 25 mars 2024.

[6] « Les mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 30 janvier 2024.

[7] Dépêche 1378 « La Cour internationale de Justice ordonne à Israël de se retirer de Rafah », *Voltaire, actualité internationale*, N°89, 31 mai 2024.

[8] « Le CUFI : 50 millions d'évangéliques pour soutenir Israël », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 août 2006.

[9] « Quel ordre international ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 novembre 2023.

[10] Actes du colloque organisé par le Carr Center for Human Rights Policy : *American Exceptionalism and Human Rights*, Michael Ignatieff, Princeton University Press (2005).

[11] « McConnell, Schumer sign onto resolution condemning UN Israel vote », Max Greenwood, *The Hill*, January 4, 2017.

[12] Dépêche 0741 « Pour Chuck Schumer, il est possible d'être contre Netanyahu et pour Israël », *Voltaire, actualité internationale*, N°79, 22 mars 2024.

[13] « Banning Arab and Anti-occupation Films, This Censorship Agency Shaped Israel for Decades », Adam Shinar, *Haaretz*, April 20, 2024.

[14] « Israeli military censor bans highest number of articles in over a decade », Haggai Matar, *+972 Magazine*, May 20, 2024.

[15] « Les incohérences du 7 octobre : Ce qui se cache derrière les mensonges de Benjamin Netanyahu et les esquives du Hamas », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 novembre 2023.

Réseau Voltaire | Paris (France) | 1er juin 2024

Le système continue d'expulser des milliers d'émigrants dominicains



Le « miracle économique » en République dominicaine est celui dont bénéficient les riches Dominicains, parmi lesquels le président Abinader, et les investisseurs hôteliers européens et nord-américains



Les garde-côtes Portoricains ont intercepté deux bateaux venant de la République Dominicaine dans les eaux du passage de Mona qui tentaient d'atteindre Porto Rico

Par Enrique Larancuent

L'immigration dominicaine, qui a augmenté après l'invasion américaine de 1965, a poursuivi sa course ininterrompue au cours des dernières décennies. Le système économique dominicain, basé sur l'exploitation et l'oppression de larges secteurs de la société, continue d'être la principale cause de l'expulsion massive des Dominicains à l'étranger.

La triste réalité est qu'il y a déjà des milliers et des milliers de Dominicains, pour la plupart des femmes, qui, année après année, risquent leur vie et laissent derrière eux leurs familles en raison du manque d'opportunités d'emploi et des bas salaires. Le système capitaliste ne provoque que la faim, la pauvreté et une crise sanitaire comme celle déclenchée par la pandémie de 2019. La classe dirigeante représentée par le PRD, le PRSC, le PLD, le FP et le PRM promet des solutions aux problèmes sociaux mais impose des politiques anti-ouvrières et antipopulaires aux yeux des grandes majorités.

Pendant ce temps, les médias de propagande capitaliste internationaux tels que Forbes et Bloomberg présentent le pays comme la principale destination touristique des Caraïbes, diffusant l'illusion du « miracle économique dominicain » par rapport à la nation haïtienne voisine, envahie militairement à maintes reprises et dépossédée d'un millier de personnes de ses ressources naturelles par les puissances impérialistes depuis ses débuts en tant que république libre.

Le seul « miracle économique » en République dominicaine est certainement celui dont bénéficient les riches Dominicains, parmi lesquels le président Abinader, et les investisseurs hôteliers européens et nord-américains, au détriment des bas salaires et du manque de liberté d'association dans le secteur lucratif du tourisme.

Ce que cachent ces rapports, c'est que le désespoir est tel que les paysans sans terre et la classe ouvrière n'hésitent pas à s'endetter ou à vendre leurs petits ranchs qu'ils ont construits avec beaucoup d'efforts et de sacrifices pour partir en bateau vers Porto Rico, au risque leur vie dans le canal Mona.

Le désespoir en République Dominicaine est si répandu que dans les quartiers, les gens craignent souvent plus la pauvreté et le manque d'opportunités que la mort en traversant à pied le désert d'Atacama pour rejoindre le Chili, avec ses températures élevées et ses milliers de mines antipersonnel posées par la dictature de Pinochet. Fuyant la faim, beaucoup rejoignent la grande caravane humaine dans le long voyage à travers la jungle du Darién puis le Mexique dans le but de passer aux États-Unis. Comme des milliers de Colombiens, de Vénézuéliens, d'Équatoriens et d'Américains centraux, les Dominicains sont exposés à d'innombrables dangers dans le Darién : maladies, faim, animaux sauvages et attaques des gangs de drogue et des extorqueurs qui n'hésitent pas à commettre des vols, des enlèvements, des viols et de l'exploitation sexuelle.

Du côté des « gringos », les immigrés se rendent vite compte que les arbres ne produisent pas de dollars et que « le rêve américain » n'est qu'un fantasme. Les loyers exorbitants dans les grandes villes où se rassemblent les communautés d'immigrés, l'exploitation du travail et l'inflation rendent la vie des immigrants difficile à vivre.

Partir pour ne pas revenir

Aux États-Unis comme dans l'État espagnol, les communautés immigrées souffrent de discrimination, de harcèlement et de violence croissante en raison de la montée de l'extrême droite. Sans visa de résidence, occupant des emplois mal payés, les immigrés et leurs descendants sont considérés par la droite comme des personnes qui suppriment des emplois ou surchargent les services publics. Cela ressemble beaucoup à la propagande du gouvernement Abinader, qui présente les immigrés haïtiens et leurs descendants comme un fardeau pour l'État.

Il y a plus de deux millions d'émigrants dominicains, ils représentent plus de 20% de la population. Pour le gouvernement Abinader, la diaspora n'est qu'une source d'envois de fonds, qui constituent une sorte de taxe sur la classe ouvrière.

Dans les communautés dominicaines à l'étranger, les scandales de corruption qui ont frappé les gouvernements du PLD et qui se poursuivent sous l'actuel gouvernement du PRM ont créé une méfiance à l'égard de la partisannerie, qui se reflète dans une forte abstention.

Lorsque le mouvement anti-corruption de la Marche verte a émergé, la communauté dominicaine à l'étranger s'est mobilisée contre le PLD et l'insistance de Danilo Medina à s'accrocher au pouvoir. C'était une lutte démocratique qui a démontré la validité de la mobilisation dans la rue.

Malheureusement, la fin des deux décennies de gouvernement du PLD et l'arrivée au pouvoir du PRM ont démobilisé la lutte sociale, générant un effet négatif sur les communautés qui ont opté pour la mobilisation sociale.

Pour de nombreux émigrés dominicains, retourner au pays n'est pas la meilleure option sachant que la classe dirigeante pille le trésor public tandis que le système scolaire public est en déclin par manque de fonds, les hôpitaux publics manquent de médicaments et d'équipements médicaux, en raison du faible budget alloués à la santé, la dengue prolifère et de nombreux quartiers populaires et zones rurales manquent d'eau potable et d'autres services de base.

Lutte des classes

Aux États-Unis, où vivent plus de 2 millions de Dominicains et leurs descendants, le Parti républicain et le Parti démocrate n'offrent pas d'alternatives à la grande majorité des immigrants pauvres et travailleurs.

La communauté dominicaine aux États-Unis ne constitue pas une masse homogène. Les divisions de classe, de sexe et de race sont présentes dans la vie quotidienne de la communauté. Un employé d'entrepôt n'est pas la même chose qu'une dominicaine noire travaillant dans un hôpital ou un salon de beauté, ni un propriétaire de supermarché n'est la même chose qu'un ouvrier dominicain ou qu'un jeune LGBTQ travaillant dans une école publique pour des salaires à la Pyrrhus.

Depuis les années 1990, après la révolte anti-police de Washington Heights suite au meurtre brutal de Kike Garcia, les secteurs libéraux et conservateurs de la classe moyenne, alliés aux partis du système, ont tenté d'apaiser la communauté dominicaine à travers des fonds économiques alloués au social, services distribués par les ONG et autres organismes communautaires. Ces pratiques paternalistes n'ont pas résolu le problème du logement ou du manque d'emploi, mais elles ont servi à démobiliser la communauté, en s'intégrant dans une politique électorale dont profite un petit groupe d'opportunistes et d'arnaqueurs.

En ce sens, les hommes politiques d'origine dominicaine incorporés au système de partis américain sont conservateurs, ils sont les gardiens du statu quo ici et là. Ce secteur conservateur entretient des liens politiques avec le régime dominicain et reproduit tous les vices de la politique, du clientélisme au tumbapolvismo. Un cas particulier est celui du député démocrate Adriano Espaillat, qui s'est prononcé en faveur de la politique anti-immigration et xénophobe de l'État dominicain et des entreprises exploiteuses comme Central Romana. Espaillat est également un homme politique pro-impérialiste qui soutient le génocide sioniste à Gaza parrainé par le président Biden, tout comme les républicains. La position pro-sioniste d'Espaillat a provoqué le rejet au sein de la communauté dominicaine et d'autres communautés, ce qui s'est reflété dans les manifestations hebdomadaires de soutien aux Palestiniens à Washington Heights, le principal quartier dominicain de New York.

Dans le même temps, les protestations contre Espaillat reflètent l'existence de secteurs progressistes et révolutionnaires au sein de la communauté dominicaine qui participent activement à diverses luttes sociales. Ils soutiennent les personnes d'origine haïtienne en République dominicaine qui souffrent de persécutions racistes, de luttes pour les droits féministes et LGBTQ et de luttes syndicales.

Pendant ce temps, la fièvre électorale qui a affecté la gauche dominicaine ces dernières années n'a rien fait pour avancer et construire le pouvoir populaire. Le Mouvement Patria Para Todos, la seule organisation progressiste sans accords avec des secteurs de la droite traditionnelle, a enregistré un faible résultat électoral (0,06%). Cela indique que son discours électoral n'était pas assez radical pour attirer les secteurs populaires et les travailleurs.

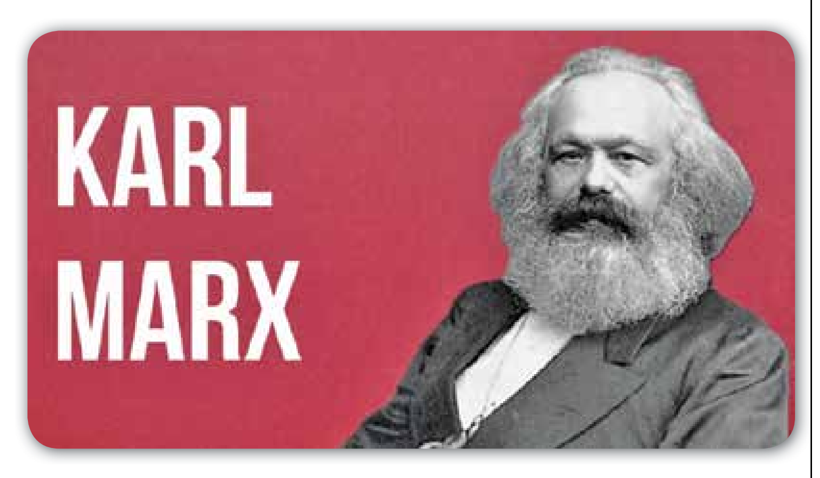
Aux États-Unis, construire une alternative socialiste implique d'organiser la communauté dans sa lutte contre les propriétaires fonciers, le coût de la vie élevé et la politique guerrière de Washington qui extrait les ressources des services de base tels que la santé et l'éducation. Il est nécessaire de récupérer des positions révolutionnaires, pour que la gauche en République Dominicaine et aux États-Unis retrouve son esprit combatif d'antan, aux côtés des luttes.

Avec la réélection d'Abinader et avec le dilemme entre la réélection de Biden ou le retour de Trump au pouvoir, de nouvelles attaques contre la classe ouvrière dominicaine se profilent ici et là à l'horizon.

Dans le passé, la diaspora dominicaine a apporté une contribution significative à la lutte pour la démocratie. C'est pour cette raison que l'unité des secteurs les plus conscients de la diaspora avec ceux qui luttent en République Dominicaine serait une grande contribution au renforcement politique de la classe ouvrière à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 2 Juin 2024

Les 206 ans d'un contemporain



Par Jorge Enrique Jerez Belisario

Son analyse du capitalisme reste lucide et même ses ennemis les plus acharnés traitent ses idées avec respect

C'est toujours un bon jour pour se souvenir du Maure, le fidèle compagnon d'Engels, le descendant de juif, le grand trouble-fête, comme l'a défini la Cubaine Paquita de Armas, parce qu'il a « *gâché la fête de la bourgeoisie* », parce que c'est lui qui a montré aux travailleurs un concept qui leur est inhérent, le premier à avoir affirmé que « *la lutte des classes est le moteur de l'histoire* ». C'est à partir de ses postulats que le monde a changé. Lui, comme tant d'autres, n'a pas vécu pour le voir. Ses idées ont été la base théorique des grandes révolutions du XXe siècle.

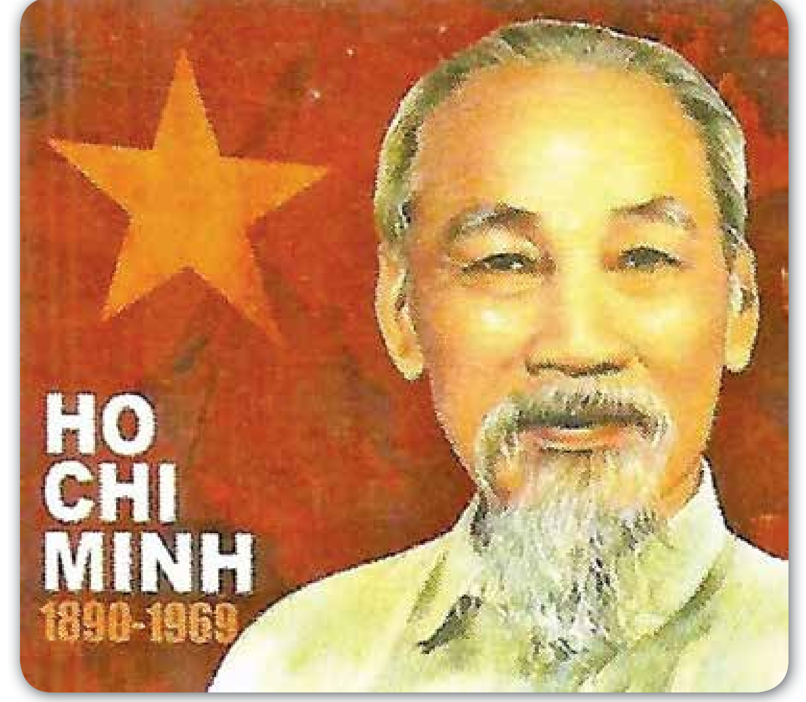
Karl Marx fut plus que philosophie ou économie politique, il fut plus que pensée, et il eut aussi le temps d'aimer et d'écrire sur les passions : « *Si tu aimes sans susciter d'amour réciproque, c'est-à-dire si ton amour, en tant qu'amour, ne suscite pas l'amour réciproque, si par ta manifestation vitale en tant qu'homme aimant tu ne te transformes pas en homme aimé, ton amour est impuissant et c'est un malheur.* » Ce n'était pas un extra-terrestre, c'était un être humain, un homme en avance sur son temps, à tel point que nous n'avons pas encore atteint l'horizon qu'il nous a légué.

Expliquer, 206 ans après sa naissance, que Karl Marx et le marxisme sont toujours d'actualité est compliqué pour beaucoup. Le faire alors que le socialisme est présenté par les puissants comme un modèle qui a échoué et que le communisme est considéré comme une utopie pourrait sembler impossible. Croire que ce dont parlait l'homme barbu du milieu du XIXe siècle est le salut du monde deux siècles plus tard pourrait paraître fou et invraisemblable. Mais qu'est-ce que le communisme, sinon être réaliste et rêver de l'impossible ?

Granma 6 mai 2024

134e anniversaire de la naissance du Président Hô Chi Minh, un combattant révolutionnaire du Vietnam et du monde

Dans une récente interview accordée à l'Agence vietnamienne d'Information à l'occasion du 134e anniversaire de la naissance du Président Hô Chi Minh, Kyril Whittaker, qui est également membre du Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB), a déclaré que dès son plus jeune âge, le Président Hô Chi Minh était conscient de l'exploitation brutale du peuple vietnamien par les colonialistes français. Et alors qu'il parcourait le monde pour tenter de trouver une solution à l'indépendance vietnamienne, il a pris conscience de la lutte de la classe ouvrière et des peuples coloniaux du monde entier.



Depuis ses premiers jours, témoin de l'exploitation brutale des Africains au Dahomey français et du racisme vicieux aux États-Unis, jusqu'à ses études à l'Université communiste des travailleurs d'Orient, il est devenu un combattant révolutionnaire avec une profonde conscience des luttes non seulement du peuple vietnamien mais aussi du monde entier, a déclaré le chercheur.

Le défunt dirigeant vietnamien a déclaré dans son article « *Le chemin qui m'a conduit au léninisme* » qu'à travers ses études et son expérience pratique, il a compris étape par étape que seuls le socialisme et le communisme pouvaient libérer les peuples opprimés du Vietnam et du monde. À cette fin, le Président Hô Chi Minh a consacré toute sa vie au Parti et au peuple vietnamien ainsi qu'à la lutte internationale pour la paix et le socialisme.

Jusqu'à ses derniers jours, les pensées du Président Hô Chi Minh étaient concentrées vers le peuple vietnamien, vers la réunification nationale, l'indépendance, la liberté, la paix et le socialisme au Vietnam et dans le monde, a-t-il déclaré.

Commentant les valeurs de l'idéologie de Hô Chi Minh et son application au Vietnam aujourd'hui, le chercheur britannique a déclaré que l'idéologie est encapsulée dans la politique du Parti et de l'État du Vietnam. Cela contribue à encourager l'unité et à jeter les bases du Parti communiste du Vietnam et de l'État d'aujourd'hui, a-t-il déclaré, notant que l'application de l'idéologie de Hô Chi Minh se reflète également dans la lutte contre la corruption.

En termes d'encouragement à l'apprentissage, le président Hô Chi Minh a déclaré que l'apprentissage est un processus continu tout au long de la vie, a déclaré Kyril Whittaker, soulignant que l'État vietnamien encourage désormais cet apprentissage de plusieurs manières, à travers son système éducatif et diverses organisations liées à l'État.

Concernant le patriotisme et l'internationalisme prolétarien, l'État vietnamien a développé la politique étrangère de « diplomatie du bambou » décrite par le secrétaire général du Parti Nguyen Phu Trong comme « *un bambou avec des racines solides, des tiges robustes et des branches flexibles* », a dit le chercheur.

La politique étrangère vietnamienne repose sur des valeurs et des positions concrètes qui sont immuables et appartiennent à l'État vietnamien, à savoir son indépendance, son socialisme, sa paix et sa liberté, comme la politique de défense des « quatre non« , a-t-il déclaré, ajoutant que ces « racines fortes » tout en faisant preuve de flexibilité et d'ouverture à l'approfondissement de ses partenariats et amitiés internationales dans le monde entier, en promouvant la coopération économique et l'échange de connaissances scientifiques.

Nhandan 26 mai 2024

Coup d'envoi de la 3e Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence à Berlin et à Hambourg



Au vu de la situation mondiale actuelle, il est urgent de faire davantage entendre les voix qui, sur tous les continents, réclament un monde sans guerre ni violence.

C'est dans ce but que l'organisation « Monde Sans Guerres et Sans Violence » organise la 3e Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence, qui débutera au Costa Rica le 2 octobre 2024, Journée internationale de la Non-violence, et se terminera également au Costa Rica le 5 janvier 2025, après avoir traversé les cinq continents. Cela intervient quinze ans après la première marche mondiale.

Les initiateurs veulent dénoncer la situation mondiale actuelle, plus explosive que jamais, avec le risque d'une troisième guerre mondiale et d'une guerre nucléaire. Les dépenses en armement augmentent, tandis que dans des parties du monde de plus en plus grandes, des personnes souffrent de la perte de leur logement, de leur nourriture et de leur eau et que les droits de l'homme sont de plus en plus restreints.

Les objectifs de la 3e Marche mondiale sont les suivants :

Faire prendre conscience que la « Paix ne peut être atteinte que par la Non-violence ». C'est la seule façon d'ouvrir un avenir à l'humanité entière.

Mettre en évidence les initiatives positives : De nombreux individus, groupes et peuples mettent déjà en œuvre avec succès, dans de nombreux endroits du monde, des initiatives qui promeuvent les droits humains et la non-discrimination et qui renforcent la coopération, la coexistence pacifique et la non-agression. Les médias officiels ne font toutefois que peu état de ces activités.

Donner une voix aux nouvelles générations : Les jeunes doivent reprendre le flambeau et laisser leur propre trace de non-violence. Il est temps d'établir la culture de la non-violence dans l'imaginaire collectif, dans l'éducation, dans la politique et dans la société, de la même manière que la conscience écologique s'est développée ces dernières années.

Berlin :
Vendredi 7 juin 2024 à 18:00 heures
Dans la Maison des cultures d'Amérique latine, Am Sudhaus 2, 12053 Berlin

Hambourg :
Samedi 8 juin 2024 à 19h à la Kreativhaus Eimsbüttel, « Wohnzimmer »/Parterre, Telemannstraße 10, 20255 Hambourg

Sénégal sera-t-il le prochain membre de l'AES ?



Bassirou Diomaye Faye et Ibrahim Traore de Burkina Faso



Bassirou Diomaye Faye et Goita de Mali

La visite effectuée par le président du Sénégal s'est terminée par une invitation à renforcer la coopération et à rechercher le dialogue avec les instances régionales. Bassirou Diomaye Faye, au Mali et au Burkina Faso, pays tous deux gouvernés par des juntes militaires et avec lesquels Dakar espère entretenir des relations nécessaires à son équilibre économique. C'est une visite éclair qui, jeudi 30 mai, a amené Faye d'abord à Bamako, puis à Ouagadougou, avec l'intention affichée de consolider les relations de bon voisinage, objectif souligné à plusieurs reprises par le jeune président lors de précédentes visites régionales effectuées depuis sa création (Mauritanie, Gambie, Guinée-Bissau, Ghana, Cap-Vert, Guinée et Nigeria). En revanche, Faye s'est prêté à une médiation informelle dans l'épineux dossier des relations entre les juntes militaires et la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), un bloc régional dont les dirigeants du Mali, du Niger et du Burkina ont pris leurs distances.

De même, à l'issue de son entretien tenu à Ouagadougou avec le président de la transition Ibrahim Traore, Faye a assuré, avec un certain optimisme, qu'elle comprenait que « les positions sont un peu rigides » mais qu'elle percevait « une fenêtre d'ouverture qui permet d'établir un fil de dialogue ». Au cours d'une conversation qui a duré environ une heure, Faye a également abordé avec Goita les questions de sécurité, de terrorisme et de lutte contre la criminalité transfrontalière.

Tout en rejetant le rôle de médiateur officiel, Faye a exprimé lors de son voyage son soutien aux efforts de la Cedeao pour résoudre les crises régionales. Chaque pays, a-t-il expliqué, doit jouer un rôle actif et indépendant dans la résolution de ses propres problèmes, tout en bénéficiant du soutien des organisations régionales. « Il est important de respecter la souveraineté de chaque nation et de soutenir les initiatives locales pour la paix et la stabilité », a-t-il ajouté, soulignant que *« la stabilité de notre région dépend de notre capacité à travailler ensemble »*. Nous devons unir nos forces pour relever les défis communs tels que le terrorisme, le changement climatique et la pauvreté. » A Ouagadougou, le dialogue de Faye avec Traoré a porté, plus généralement, sur « le renforcement de la coopération bilatérale et les questions d'intérêt commun ». La présidence sénégalaise avait également annoncé cette visite comme un voyage « d'amitié et de travail », démontrant les raisons de son déplacement. Parmi les thèmes prioritaires de la visite figuraient les défis partagés par les deux pays en matière de sécurité, d'immigration irrégulière et de trafic d'êtres humains et de substances illicites, mais aussi la volonté de renforcer l'axe commercial qui relie les capitales des deux pays, Dakar à Ouagadougou, et de développer davantage les échanges et la coopération bilatéraux.

PresseTv 1er Juin 2024

Venezuela : Insolente réponse de l'Union européenne à la révocation de l'invitation de ses observateurs des élections



Le président du Conseil national électoral (CNE) du Venezuela, Elvis Amoroso

Le Conseil national électoral (CNE) du Venezuela a condamné mercredi l'attitude agressive et interventionniste de l'Union européenne (UE) dans des affaires qui, comme les élections présidentielles du 28 juillet prochain, sont de la compétence exclusive du pays et de son peuple.

Le président du Pouvoir électoral, l'un des cinq pouvoirs reconnus par la Constitution vénézuélienne, Elvis Amoroso, a condamné, «*le communiqué insolent de l'Union européenne*» sur le programme d'observation des élections, une déclaration qu'il a qualifiée de «nouvel acte d'ingérence destiné à interférer dans les décisions du Conseil National Electoral vénézuélien».

Il a déclaré : «*Aucun organisme étranger n'a de compétences pour décider du programme d'observation des élections*». Et il a rappelé qu'il avait révoqué l'invitation de l'Union européenne à participer à ce processus à cause de son attitude hostile et a exigé qu'elle lève ses mesures restrictives unilatérales si elle souhaite participer aux élections de la patrie de Bolivar et de Chávez.

Il a accusé l'Union européenne de continuer à se comporter comme un acteur partial et agressif qui perturbe les processus électoraux alors qu'elle maintient «*l'application illégale et illégitime de mesures coercitives, unilatérales et génocidaires dans le seul but de causer des dommages à la population vénézuélienne*».

Il a confirmé que, tant que l'Union européenne «ne lèvera pas la totalité des sanctions coercitives, l'unilatérales et génocidaires imposées au peuple du Venezuela, qui affectent ses enfants, ses femmes, ses vieux, ses malades, ses étudiants et ses patrons, sa présence ne sera souhaitée dans aucun processus électoral» dans le pays «qui a décidé d'être libre pour toujours par la volonté absolue du peuple».

Il a également souligné que les élections du 28 juillet «auront un large programme d'observation et d'accompagnement de dizaines d'organisation internationales prestigieuses, ainsi que de plus de

suite à la page(16)

Que sont les oasis de changement ?



(Crédit image: René Schindler | Pixabay)

Par Bobby Langer

De même que les oasis sont des lieux fertiles au milieu de régions désertiques, les oasis de changement sont des espaces de vie dans lesquels la nouveauté, tournée vers la vie, a commencé à germer ; ce sont des clairières d'espoir au milieu d'une civilisation qui s'effondre et qui détruit les bases de la vie de l'être humain et de son environnement.

La nouveauté pousse vers la lumière

Un nombre croissant de jeunes préfèrent consacrer leur énergie au développement d'un mode de vie écologiquement durable plutôt que de gaspiller leur temps de vie dans un système qui mène manifestement une guerre contre la nature, c'est-à-dire contre leur propre avenir. Le changement et la transformation viennent d'en bas, de l'intérieur, de l'individu et des petites choses – rarement d'en haut. Les oasis de changement sont tout à fait comparables aux pissenlits qui poussent sur le pavé. La nouveauté n'attend pas qu'on l'appelle, elle vient et pousse à la lumière.

La nouveauté se développe d'abord dans des cellules de vie individuelles qui, au fil du temps, se regroupent en organismes complexes, en communautés vivantes, en groupes, en communautés de vie, en nids de résistance, qui ne s'épuisent pas dans des idéologies, mais restent ouverts au changement permanent qui accompagne toute vie saine.

Tous ces organismes sociaux nécessitent et créent des espaces où la réorganisation peut avoir lieu. C'est là que de nouvelles manières de vivre et de cohabiter sont expérimentées et qu'un avenir respectueux de la terre est illustré, vécu et transmis de manière pratique. Il s'agit plus que jamais – et c'est de plus en plus souvent le cas – de créer des oasis sociales et culturelles dans lesquelles, outre une infrastructure écologique, un mode de vie et des relations coopératives et sincères déterminent les actions et les communications des personnes. Il en résulte des lieux où les gens peuvent vivre de manière autodéterminée, efficace, autosuffisante et indépendante.

Les espaces d'un nouveau mode de vie

Les oasis de changement sont des espaces que nous portons en nous comme un espoir silencieux. Un mode de vie empreint de conscience écologique et planétaire s'y développe. Leurs habitants savent que la vie, la terre et la communauté, l'eau, l'air et la nourriture sont des cadeaux et orientent leurs actions quotidiennes de manière appropriée. De tels « lieux d'avenir » encouragent et développent l'épanouissement de l'efficacité personnelle de chaque participant au projet. Dans l'idéal, cela se fait dans un esprit de coopération, de bienveillance et de promotion de la paix. L'objectif de chaque oasis de changement est d'aménager un espace de vie de plus en plus autosuffisant et autodéterminé, afin de rendre les contours et les formes d'un mode de vie respectueux de la terre accessibles aux autres. Les oasis de changement sont des contre-projets et donc toujours des projets politiques, sans qu'il soit nécessaire de le souligner quotidiennement.

La main sur le cœur – le commerce avec le cœur

De quel changement s'agit-il ? Dans les oasis de changement, les gens ne pensent pas en termes d'amis et d'ennemis, de haut et de bas ou de profit. Ils participent à l'évolution vers un mode de vie moderne, approprié pour l'avenir et générateur de confiance. La pensée et l'action écologiques, la cohabitation pacifique et coopérative, l'économie durable ainsi qu'une conscience spirituelle sont leurs valeurs fondamentales de la vie en commun. La concurrence ne ferait qu'une seule chose dans ce contexte, à savoir : déranger. L'épanouissement du potentiel créatif de l'être humain est au centre de leurs préoccupations.



La sensibilisation et l'élargissement de la conscience et de l'être conscient vont de pair avec l'aménagement extérieur et matériel. Les sources des oasis de changement sont des actions menées avec le cœur et une coopération bienveillante pour la cause commune. Mieux elles sont entretenues, plus les sources jaillissent avec force. Dans les oasis de changement, les personnes sont formées et entraînées par la vie elle-même, par le fait d'agir et d'être ensemble. Tout se passe dans l'intention consciente et attentive d'établir une forme de vie pacifique parmi les êtres humains et de se consacrer à son propre développement spirituel.

Les oasis de changement sont : Des projets courageux sur des places, dans des localités et des quartiers, dans des villages, des moulins et des fermes, dans et sur lesquels les changements socio-écologiques dans l'agriculture et l'approvisionnement en énergie ainsi que dans l'aménagement de l'espace de vie et la communication personnelle sont organisés, tout comme les changements intérieurs et spirituels.

Des espaces d'expérimentation et de développement, c'est-à-dire des laboratoires réels de la société, dans lesquels l'évolution culturelle de la société peut et doit se dérouler, dans lesquels les anciens paradigmes sont dépassés et l'esprit collectif d'une conscience du « nous » viable et peu hiérarchisée est trouvé.

Des espaces de vie, petits ou grands – une communauté alternative, une ferme biologique, un écovillage ou une communauté – où le vent frais du changement souffle déjà, où le parfum des visions d'un nouveau mode de vie se répand et inspire les visiteurs avec l'esprit du changement.

Un mode de vie en harmonie avec la nature. Des lieux qui diffusent et pratiquent la magie d'une vie autodéterminée et coopérative.

*Né en 1953, Bobby Langer fait partie du mouvement écologiste depuis 1976. Il se présente lui-même comme un « trans » au sens de transnational, transreligieux, transpolitique, transémotionnel et transrationnel. Il considère que la notion d'environnement est une relique du Moyen- ge mental et il met tous ses espoirs dans une révolution copernicienne de l'esprit mondial, qui reconnaîtra que le monde ne tourne pas autour de l'Homme, mais que l'Homme, comme tous les animaux, est en lui et avec lui. C'est pourquoi il préfère le concept de Mitwelt (avec-monde).

Pressenza 23 mai 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Cinthia VANGINE d'avec son époux Rubensky DAVID, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Taifer, commune de Carrefour, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire du quinze septembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. Albert DARELUS, Substitut

Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux civils d'y tenir la main, à tous commandais et autres officiers de la force publique d'y prêter mains fortes lorsqu'ils en seront légalement requis.

EN FOI DE QUOI, la minute du présent jugement est signée du Doyen et du greffier

Ainsi signé: Me. Nelson CILIUS, doyen

Me Mozart TASSY, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée : pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Nanonie TIRESIAS d'avec Jimmy JOSEPH, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince Section Est de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire du seize Novembre deux mille vingt trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège Il est Ordonné.....etc.....

En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut contre la partie défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action; admet le divorce du sieur Anderson Danastor PIERRE d'avec la dame Nirva THELISDOR pour incompatibilité de caractères; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement; dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Patrick HENRY, pour la signification du présent jugement; compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel ZEPHIR, Av, Juge en audience civile ordinaire et publique du vingt six Janvier deux mille vingt trois, en présence de Me Vanna MANEV, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce du sieur Wilson MICHAUD d'avec son épouse née Aubaine LOUIS, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Liancourt de transcrire dans ses registres, à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages envers les tiers s'il y échet , commet l'huissier Phecond VERTUS de ce Tribunal pour la signification du présent Jugement Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Phemond DAMICY, Juge en audience civile ordinaire du vingt six Juin deux mille quinze, An 212ème de l'indépendance, en présence de Me, Soidieu TOUSSAINT, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me. Huguens D'HAITI, Greffier du siège

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi......etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Anne-Rose CHÉRY, d'avec son époux Eddy ILAIRIN, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire du treize Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me. Albert DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me Mozart TASSY, Greffier du siège.

Il est Ordonné.....etc.......

En foi de quoi...etc.....

Me Jean Luma CHARLES , Officier d'état civil

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen sur les conclusions du ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Sheila DESLICES d' avec son époux Jean Alix GERMAIN pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux: prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux : ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Taifer, commune de Carrefour de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet: commet l'huissier Maxime CANDIO , de ce tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire du Mercredi vingt-et-un Juin deux mille vingt-trois en présence de Me. Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier.

Il est ordonné................etc

En foi de quoi.......etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi, maintient le défaut accordé contre le défendeur Micanold Deliska à l'audience publique et civile du mardi 09 avril 2024, pour le profit, accueille l'action de la demanderesse pour être juste et fondée, Dit que la dame Fadette Masson a été troublée dans sa possession, la maintient dans sa possession.

Ordonne à Micanold Deliska de cesser le trouble. Le condamne à 20.000 gourdes des dommages intérêts en réparation des dommages injustement causés à la demanderesse. Commet l'huissier

Paul Justin pour la signification du présent jugement vu qu'il est par défaut. Condamne-le défendeur aux dépens.

Donné de nous Me Hubert Joseph, Juge en audience publique et civile du mardi 16 avril 2024 avec l'assistance de Me Jean Junald Micourt Greffier du siège.

Il est ordonné .....etc ....

En foi de quoi...etc....

Me Maxo SAINT JULES, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Stéphanie Wold JACQUES contre son époux le sieur Shello DORÉ pour injures graves et publiques et abandon du toit conjugal ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux , Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens, Commet l'huissier Patrick Henry pour la signification de ce Jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Osmond CASTOR, Juge en audience civil, ordinaire et publique en date du cinq avril deux mille vingt trois, en présence de Me. Vanna MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Jean Claude Novembre. Me. Marc-Henry PIERRE LOUIS, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Nellie JEAN-LOUIS contre son époux le sieur Markès NOËL pour injures graves et publiques et abandon du toit conjugal ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux , Ordonne à l'officier de l'état de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement , dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet , compense les dépens; Commet l'huissier Patrick Henry pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, ME. Osmond CASTOR, Juge en audience civil, ordinaire et publique en date du cinq avril deux mille vingt trois, en présence de Me. Vanne MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Jean Claude Novembre Me. Marc-Henry PIERRE LOUIS, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce du sieur Thomson NOELSAINT d'avec son épouse née Choupenka MATAYER pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce Jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire en date du douze Octobre deux mille vingt trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me Mozart TASSY , Greffier du siège

Il est ordonné.....etc......

En foi de quoi....etc.....

Mozart TASSY, Greffier

Suite de la page (14)

250 personnalités pour montrer avec fierté au monde notre système électoral robuste qui est devenu l'une des principales garanties de la démocratie vénézuélienne et un exemple pour le monde».

La veille, dans un communiqué, l'Union européenne avait exprimé son désaccord avec la décision souveraine du Conseil national électoral de révoquer son invitation à participer à l'observation des élections. Elle l'a considérée comme «unilatérale» et a osé dire que le peuple vénézuélien devrait pouvoir élire son président dans ce qu'elle a appelé «des élections crédibles, transparentes et compétitives, soutenues par l'observation internationale». Le bloc se joint ainsi clairement au discours agressif de la droite mondiale destiné à discréditer le processus électoral vénézuélien et à générer un climat de violence dans le pays.

En annonçant qu'il révoquait l'invitation de l'Union européenne, le CNE a expliqué que non seulement ce bloc maintient une batterie de sanctions qui cause des dommages considérables aux familles vénézuéliennes mais qu'elle les a confirmées le 13 mai dernier.

Telesur 29 mai 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 30 mai 2024

Suite de la page (8)

la rue du Centre. Réagissant à la visite à Port-au-Prince d'une Délégation kenyane en ce début du mois de décembre 2023, le Coordonnateur du Collectif 4 décembre, Jean Robert Argand, avait estimé ne rien attendre. Selon lui, l'absence de leadership du côté haïtien empêcherait tout résultat sérieux d'une mission internationale pour sortir de la crise. Jean Robert Argand déplorait que la capitale soit devenue un bastion des gangs ; tandis que, dans le bas Artibonite, ils combattent pour le contrôle des territoires qui est estimé perdu pour le pouvoir public selon les déclarations de la ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Emmelie Prophète Milcé.

« Nous savons déjà comment se déroulent ces rencontres. Malheureusement, la population est en train de subir l'absence de dirigeants qui devraient donner des résultats espérés. C'est frustrant et indignant pour nous autres de vivre ces situations catastrophiques. Nos politiques qui font le malheur de notre pays n'arrivent même pas à trouver une solution haïtienne. Il faudrait renforcer les forces nationales, à savoir les Forces Armées d'Haïti et la police nationale d'Haïti, face à la situation critique que traverse le pays » implorait le Coordonnateur du Collectif 4 décembre. Il restait à déterminer la date exacte de l'arrivée des troupes étrangères sur le sol haïtien. Plusieurs voix, non des moindres, laissaient entendre que ce déploiement ne se ferait pas avant le premier trimestre de l'année 2024. C'était le cas de Ulrika Richardson, Représentante spéciale adjointe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) qui, lors d'un point de presse à Genève le mardi 28 novembre 2023, déclarait « *L'ONU espère que la force multinationale en Haïti qui doit aider la police locale à juguler la violence brutale et absolue des gangs arrivera au courant du premier trimestre 2024. Bien sûr, il est très difficile d'avoir une estimation du moment où ils arriveront en Haïti, cela dépend de la justice kényane.*

Et bien sûr de beaucoup d'autres éléments tels que le financement, mais nous espérons qu'ils pourront arriver au cours du premier trimestre 2024.» Par ailleurs, l'imprévisible juge de la Haute cour de justice du Kenya, Chacha Mwita, estimait que les premiers membres de la mission militaire pouvaient être en Haïti aux environs du mois de février 2024 après l'ordonnance du Tribunal qui devrait intervenir à la mi-janvier 2024. Rappelons qu'à la fin du mois de décembre 2023, toujours d'après Ulrika Richardson, 2500 hommes étaient déjà disponibles sur les 5000 qu'estimait avoir besoin pour le débarquement le Président kenyan William Ruto. Tandis qu'aux Nations-Unies, lors d'une réunion informelle sur Haïti au cours de l'Assemblée Générale en date du 18 décembre 2023, la Représentante des Etats-Unis d'Amérique, l'ambassadrice Linda Thomas-Greenfield, s'était lancée dans un long plaidoyer pour la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, tout en félicitant et en remerciant le Kenya d'avoir accepté de conduire cette mission qui, selon elle, devrait ramener la paix dans le pays. Mais il y a plus encore à en croire la Représentante des USA.

Pour l'édification des lecteurs, nous publions un long extrait de ce discours dans lequel Mme Linda Thomas-Greenfield, au nom des Etats-Unis, s'était montrée très loquace en donnant moult détails et précisions expliquant par exemple que Washington est parvenu à un accord avec ses homologues, notamment le Kenya, sur plusieurs exigences essentielles en prévision de la mission de surveillance maritime, y compris des progrès sur le concept d'opération et d'utilisation de la force. *« […] Chers collègues, les crises ne manquent pas qui exigent et méritent notre attention. Mais nous ne pouvons pas perdre de vue ce qui se passe en Haïti. Nous ne pouvons tout simplement pas.*

Tant de gens souffrent d'une violence incessante, notamment d'enlèvements et de violences de gangs et d'une crise humanitaire croissante. Les exposés que nous venons d'entendre n'ont fait que souligner nos profondes préoccupations face à la situation désastreuse en Haïti et nous pensons que la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) peut jouer un rôle clé en répondant à l'appel d'Haïti au soutien international. Il convient de répéter qu'il ne s'agit pas d'une opération de maintien de la paix dirigée par l'ONU, mais plutôt d'un effort multinational dirigé par le Kenya, avec l'autorisation de l'ONU.

Et nous félicitons le Kenya pour son engagement non seulement à diriger cette mission, mais aussi à la mener avec intégrité. Le Kenya forme déjà son premier contingent d'officiers avec un programme d'études vérifié et solide de l'ONU. Et nous continuerons à aider le Kenya à établir la structure de la mission et à former le personnel en vue du déploiement. La semaine dernière, des équipes de planification des États-Unis et d'Haïti se sont rendues au Kenya, où nous sommes parvenus à un accord sur plusieurs exigences clés avant la mission, notamment des progrès sur un concept d'opérations et de recours à la force. **(…)**

La capacité de la MMSS à soutenir la Police Nationale d'Haïti dans le rétablissement de la sécurité en Haïti, comme indiqué dans son mandat, nécessitera une attention et des ressources soutenues de notre part à tous. Les États-Unis sont reconnaissants que le Conseil de sécurité ait demandé la création d'un fonds d'affectation spéciale des Nations-Unies pour faciliter les contributions volontaires de la Communauté internationale à la MMSS. Et nous sommes reconnaissants envers les partenaires qui ont déjà promis du personnel, du matériel et une aide financière. Nous aussi avons été fermes dans notre soutien à cette mission. En collaboration avec notre Congrès, nous avons l'intention de fournir jusqu'à 200 millions de dollars pour la mission, dont 100 millions de dollars du Département d'État et jusqu'à 100 millions de dollars de soutien en nature du ministère de la Défense. Aujourd'hui, notre demande au reste de la Communauté internationale est simplement la suivante : rejoignez-nous. Nous espérons que la réunion d'aujourd'hui, convoquée par les dirigeants du GRULAC (Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) des principaux organes de l'ONU, pourra inspirer davantage de soutien régional à la mission. Et nous avons besoin que les États membres fournissent une assistance directe à la MMSS sous forme de personnel, de financement et de soutien en nature.

Plus que cela, nous devons considérer la mission non pas comme une fin, mais comme un élément d'une stratégie globale visant à fournir un soutien diplomatique, humanitaire et de renforcement des capacités à Haïti. Cela implique d'aider Haïti à s'engager sur la voie du développement durable. Cela implique également la création d'une solution politique durable, avec des élections libres, équitables, transparentes et crédibles, ce qu'Haïti n'a pas connu depuis 2016. À cette fin, nous encourageons les acteurs politiques haïtiens à s'asseoir à la table du dialogue et à s'engager dans une transition politique de 18 mois. Car s'il ne peut y avoir de solution politique durable sans sécurité, nous savons également que le contraire est vrai. Les États-Unis restent déterminés à lutter contre l'insécurité en Haïti, tant ici par l'intermédiaire de l'ONU que bilatéralement.

Le peuple haïtien compte sur nous pour être à ses côtés et soutenir le Kenya dans sa mission, pour enfin apporter stabilité et espoir à son pays (…)». Un vrai plaidoyer pour une intervention dite multinationale. Mais, en vérité, en lisant ce texte ou ce discours, on comprend qu'il s'agit bien d'une affaire américaine, d'un déploiement, certes, des troupes venues de divers pays et commandées « officiellement » par le Kenya, mais les Etats-Unis restent et demeurent le « maitre d'œuvre », le grand patron, celui qui décidera de A à Z, c'est-à-dire du simple employé de base au derniers grands administrateurs et directeurs dont l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Dennis Bruce Hankins, arrivé à Port-au-Prince le 26 mars 2024, certainement pour diriger cette occupation militaire et qui sera, sans aucun, doute le chef du chantier. **(A suivre)**

C.C

Suite de la page (5)

Pourquoi Haïti ?

Il y a d'abord la question de la révolution haïtienne. On n'a jamais pardonné à Haïti d'avoir brisé, ne serait-ce que pour une courte période, la suprématie blanche et détruit le système d'esclavage dans les plantations qui était à la base de la suprématie blanche.

Deuxièmement, les occupations militaires dirigées par l'ONU (et imposées par le monde entier) ont été déployées pour faire respecter par procuration la politique régionale américaine. Cette politique régionale comporte un certain nombre de volets qui semblent inclure la destruction des vestiges du mouvement populaire apparu en Haïti après la chute de la dictature des Duvalier, et la promotion des intérêts de la bourgeoisie transnationale haïtienne « favorable aux affaires ». En bref, il s'agissait de promouvoir le programme économique néolibéral qui sous-tendait la politique étrangère américaine dans les Caraïbes et en Amérique latine. En 2011, des fuites de câbles diplomatiques entre Washington et l'ambassade américaine à Port-au-Prince ont révélé l'ambassadrice américaine de l'époque, Janet Sanderson, affirmant que « la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti est un outil indispensable pour réaliser les principaux intérêts politiques du gouvernement américain en Haïti ». Haïti », qui incluait la suppression des « forces politiques populistes et anti-économie de marché résurgentes ». L'objectif, semble-t-il, est d'ouvrir l'espace aux gouvernements américain et canadien, en particulier pour faire des Haïtiens une main-d'œuvre bon marché pour les sociétés multinationales. Pour y parvenir, il faut s'emparer des terres possédées par les paysans et les transférer aux sociétés internationales, tout en aliénant les masses de leurs terres.

Les États-Unis ont un autre objectif clé : utiliser Haïti pour contrôler le bassin des Caraïbes en vue de leur confrontation avec la Chine, ainsi que pour contrôler les États qu'ils considèrent comme leurs ennemis : le Venezuela, Cuba et le Nicaragua. En effet, la présence militaire américaine croissante dans des endroits comme la Guyane et les exercices militaires régionaux de plus en plus importants menés par les États-Unis, tels que l'opération « Tradewinds 24 » (organisée par la Barbade), révèlent les véritables objectifs des États-Unis. Et Haïti est parfaitement positionné, géographiquement et politiquement, pour consolider et étendre la puissance impériale américaine.

Nous ne pouvons pas sous-estimer la puissance et les tactiques de l'impérialisme américain. Et la crise en Haïti – la crise d'Haïti – est une crise de l'impérialisme. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'insistance des États-Unis sur une énième invasion et occupation militaire d'Haïti, et également comprendre l'absurdité criminelle d'une énième invasion et occupation militaire étrangère d'Haïti.

L'occupation multinationale d'Haïti par l'Occident, qui a commencé en 2004 et qui se poursuit, doit être considérée comme ce que Peter Hallward a qualifié de « l'exercice de sabotage néo-impérial le plus réussi ». Les États-Unis, la France et le Canada ont réussi à destituer un président démocratiquement élu et populaire, à contourner la constitution du pays et, au cours des vingt dernières années, à installer des premiers ministres et des présidents, tout en supervisant le démantèlement complet de l'État haïtien. Et maintenant, nous devons croire que la crise en Haïti est liée aux « gangs » et que la violence contre le peuple haïtien et sa souveraineté est la seule solution possible.

Nous devons rejeter cet appel à la violence et nous rappeler que c'est l'histoire d'Haïti, théâtre de l'une des plus longues luttes au monde pour la libération des Noirs et l'indépendance anticoloniale, qui explique l'assaut réactionnaire constant de l'empire américain contre son peuple. Alors qu'Haïti fait face à une nouvelle invasion et occupation américaine, nous ferions bien de nous souvenir des paroles de l'homme d'État haïtien, Dantès Bellegarde, décrivant la première occupation américaine en 1915 – dans l'espoir qu'elles serviront d'appel à l'action :

Les impérialistes américains, profitant des troubles passagers, sont entrés en Haïti. Ils ont détruit toutes les institutions libérales du pays, tous les acquis déjà réalisés sur la voie de la démocratie ; ils ont remplacé la « satrapie noire » par une dictature blanche, mais avec cet inconvénient, à savoir que les Haïtiens pourraient se révolter contre la satrapie noire et la renverser, alors qu'ils ne peuvent rien contre la dictature blanche si fortement soutenue par les baïonnettes du Corps des Marines. , les bombes des aviateurs de l'armée américaine et les canons des croiseurs américains… L'action américaine est qu'Haïti est en faillite."

L'occupation continue. Mais notre lutte pour la souveraineté haïtienne aussi.

*Jemima Pierre est rédactrice et collaboratrice du Black Agenda Report, co-coordinatrice Haïti/Amériques de la Black Alliance for Peace et professeure d'études noires et d'anthropologie à l'UCLA.

Black Agenda Report (BAR) 22 mai 2024



Mexique : Claudia Sheinbaum élue présidente



La présidente élue du Parti pour le Mouvement de régénération nationale (Morena), Claudia Sheinbaum



Claudia Sheinbaum et le président Andrés Manuel López Obrador

Par Hedelberto López Blanch*

La victoire éclatante aux élections obtenue par la représentante du Parti pour le Mouvement de régénération nationale (Morena), Claudia Sheinbaum, garantit la souveraineté, l'indépendance et la continuité des programmes sociaux lancés par le président Andrés Manuel López Obrador.

Pour la grande majorité des pays d'Amérique latine, il s'agit d'un succès de démocratie participative qui maintient le Mexique aux côtés des peuples et nations progressistes de la région.

Sheinbaum, porte-drapeau de l'alliance « Continuons à écrire l'histoire » composée de Morena, du Parti travailliste (PT) et du Parti écologiste vert (PVEM), a obtenu près de 60% des voix, soit un avantage d'environ 32% sur son plus proche opposant, Xóchitl Gálvez représentant de la coalition composée du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), du Parti d'Action Nationale (PAN) et du Parti de la Révolution Démocratique (PRD).

La prochaine présidente du Mexique, 61 ans, est diplômée en physique de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et deviendra la première femme à gouverner ce pays.

Elle a commencé sa carrière de personnalité publique en 2000 en tant que secrétaire à l'Environnement du gouvernement de Mexico dirigé par López Obrador. Plus tard, entre 2015 et 2017, elle a été maire de Tlalpan, à Mexico, puis élue chef du gouvernement de la capitale en 2018, déjà sous la présidence de López Obrador.

Au cours de sa campagne électorale, elle a choisi de soutenir un Mexique pluriel, diversifié et démocratique, mettant fin à la corruption, à l'impunité, aux abus de pouvoir et à l'enrichissement illimité de quelques-uns aux dépens de la majorité. Elle a assuré qu'elle travaillerait avec le peuple, pour le peuple et par le peuple et que seul le peuple, organisé, peut sauver la nation.

Sur le plan économique et social, il s'engage à maintenir et à consolider les avancées obtenues au cours des six années du gouvernement AMLO, en plus de construire une centaine de nouveaux parcs industriels et de promouvoir une stratégie de relocalisation des principaux secteurs du pays, entre autres actions.

Sur les huit gouvernorats qui ont été élus le 2 juin, six ont été remportés par Morena (Chiapas, Puebla, Morelos, Tabasco, Yucatán et Veracruz (en plus du District fédéral), tandis que le PAN a conservé Guanajuato et le Mouvement citoyen, Jalisco.

Actuellement, Morena dirige 21 États, le PAN cinq ; le PRI, 2, le Mouvement Citoyen, 2, le Parti Vert, 1, et le Parti de la Rencontre Sociale, avec Morena, 1.

Ce qui est indéniable, c'est que la victoire de Sheinbaum est étroitement liée aux progrès obtenus au cours des six années de gouvernement d'AMLO, qui, grâce à ses grandes compétences d'homme d'État, a réussi à diriger l'économie du pays et à adopter de nombreux programmes sociaux en faveur des populations les plus nécessiteuses. .

López Obrador a conduit la nation sur la voie du développement malgré les défis liés à un voisin aussi puissant qui a toujours tenté de contrôler politiquement et économiquement les nations latino-américaines.

Aujourd'hui, les pays progressistes et souverains d'Amérique latine célèbrent la victoire de Claudia Sheinbaum et parient que le Mexique continuera sur la voie tracée par AMLO.

(*) Journaliste cubain. Il écrit pour le journal Juventud Rebelde et l'hebdomadaire Opciones. Il est l'auteur de « L'émigration cubaine aux États-Unis », « Histoires secrètes de médecins cubains en Afrique » et « Miami, argent sale », entre autres.

Scott Ritter empêché de voyager

Les autorités américaines font descendre Scott Ritter d'un avion à destination de la Russie et saisissent son passeport



Scott Ritter, ancien officier du renseignement du Corps des Marines des États-Unis et inspecteur en armement de l'ONU

Le Département d'État américain n'a pas autorisé l'ancien officier du renseignement du Corps des Marines et critique américain en matière de politique étrangère, Scott Ritter, à embarquer sur un vol New York-Istanbul.

Ritter, qui apparaît régulièrement sur Press TV en tant que commentateur, partait en voyage en Russie pour participer au Forum économique international de Saint-Pétersbourg en tant que conférencier invité. «*J'embarquais sur l'avion. Trois policiers m'ont pris à l'écart. Ils ont pris mon passeport. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi, ils ont répondu « ordres du Département d'État ». Ils n'avaient aucune autre information à me communiquer* », a déclaré Ritter à RT mardi.

« *Ils ont retiré mes bagages de l'avion, puis m'ont escorté hors de l'aéroport. Ils ont gardé mon passeport* », a-t-il ajouté.

Ritter a en outre déclaré à Sputnik qu'il pensait que les autorités américaines l'avaient empêché de voyager parce qu'elles avaient "peur" de sa participation à l'événement de Saint-Pétersbourg.

Le Forum économique international de Saint-Pétersbourg se tiendra du 5 au 8 juin.

L'événement de cette année est intitulé "Les fondements d'un monde multipolaire - La formation de nouveaux domaines de croissance".

Le Département d'État américain a refusé de commenter la question. *« Nous ne pouvons pas commenter le statut du passeport d'un simple citoyen américain »*, a déclaré un porte-parole du Département d'État à l'agence de presse russe Tass.

Ritter est un fervent critique de la politique étrangère américaine, en particulier à l'égard d'Israël, et soutient les combattants de la résistance palestinienne depuis qu'ils ont lancé « l'opération Tempête al-Aqsa » contre les forces d'occupation le 7 octobre 2023.

Ritter l'a qualifié de « réalisation extraordinaire d'un point de vue strictement militaire ».

« C'était époustouflant", a félicité Ritter.

Ritter a condamné l'agression israélienne et a noté que si la communauté internationale tient les États-Unis pour responsables du génocide israélien des Palestiniens, alors peut-être les États-Unis se rendront compte que soutenir Israël est une proposition perdante.

Ritter est l'auteur de « Le désarmement à l'époque de la perestroïka : le contrôle des armements et la fin de l'Union soviétique ». Il a servi en Union soviétique en tant qu'inspecteur chargé de la mise en œuvre du traité INF, a servi dans l'état-major du général Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe (persique) et, de 1991 à 1998, a été inspecteur en chef des armes auprès de l'ONU en Irak.

Ritter écrit actuellement sur des questions liées à la sécurité internationale, aux affaires militaires, à la Russie et au Moyen-Orient, ainsi qu'au contrôle des armements et à la non-prolifération.

Press TV 4 Juin 2024

À Philadelphie, les éducateurs se mobilisent pour la Palestine



Manifestation du 30 mai 2024, Philadelphie. Photo WW : Betsy Piette

Par Betsy Piette

Des centaines de lycéens, d'enseignants, de parents et de sympathisants de la communauté se sont rassemblés devant le Conseil scolaire de Philadelphie le 30 mai pour soutenir les éducateurs et les étudiants qui ont été censurés ou sanctionnés pour avoir parlé de la Palestine. Après un rassemblement qui a duré environ une heure, plusieurs étudiants sont entrés à l'intérieur pour assister à la réunion mensuelle du conseil scolaire, qui était fermée à toute personne non inscrite pour prendre la parole.

Le rassemblement a été convoqué par Philly Educators for Palestine, qui a été organisé au cours des derniers mois après que le district scolaire de Philadelphie (SDP) n'a pas réussi à protéger les étudiants et le personnel qui plaidaient pour l'éducation sur la Palestine et pour la fin du génocide israélien à Gaza. Un point d'éclair est survenu en février lorsque le SDP a décidé de supprimer un podcast vidéo étudiant sur l'art palestinien qui faisait partie d'un projet plus large sur la manière dont les peuples autochtones utilisent l'art comme acte de résistance à l'oppression.

Après le partage du podcast lors d'une assemblée à la Northeast High School, un enseignant opposé au projet a partagé en ligne des photos des élèves, les exposant au doxing et à d'autres menaces. Keziah Ridgeway, l'enseignante qui a développé le projet plus large sur l'art et les peuples autochtones, a également reçu des menaces.

Environ 100 militants ont pu se rassembler à la réunion mensuelle à huis clos du Conseil de l'Éducation pour exiger que le conseil et le surintendant Tony Watlington répondent à leurs préoccupations quant à la censure du projet étudiant par le district.

S'exprimant lors de la réunion, Hazel Heiko, une élève du Northeast High School, a déclaré au conseil d'administration : « *Vous ne pouvez pas continuer à nous empêcher de parler du génocide. Nous voyons la réalité sur nos téléphones. Nous y avons tous accès. Et cela ne s'arrête pas même si vous ne nous permettez pas d'en parler à l'école.* »

Heiko a conclu : « *Nous ne serons pas toujours à l'école. Nous ne serons pas toujours jeunes. Nous devons apprendre maintenant, lorsque nous avons l'occasion de parler de choses inconfortables.* » (Chalkbeat Philadelphie, 30 mai)

Même si le Conseil a restreint l'admission à la réunion, les manifestants rassemblés à l'extérieur de la salle et dans un espace supplémentaire ont continué à chanter des chants constants en faveur de la Palestine tout au long de la réunion.

Pétition avec six revendications

En avril, Philly Educators for Palestine a commencé à faire circuler une pétition contenant six revendications pour le district scolaire de Philadelphie. À ce jour, la pétition a recueilli plus de 700 signatures auprès du personnel, des étudiants, des parents et autres.

Au cours du rassemblement précédant la réunion du conseil d'administration, les intervenants se sont relayés pour répondre aux revendications, notamment que « *le district condamne le génocide en cours perpétré contre le peuple palestinien, ainsi qu'au Soudan, au Congo et à Haïti. Ils appellent le district à protéger les droits, le bien-être et la confidentialité des étudiants lorsqu'ils choisissent de parler de Palestine, d'islamophobie ou de racisme ; et que le district donne suite rapidement aux préoccupations concernant un traitement discriminatoire ou la suppression de la parole des étudiants.* »

La pétition du PEFP exige en outre que « *le district prenne des mesures résolues pour protéger la confidentialité, la liberté d'expression et la réputation professionnelle de ses étudiants et de son personnel. Que le district permette de faciliter une poursuite honnête et critique de l'histoire et des diverses visions de celle-ci, y compris l'histoire de la Palestine, et que le district permette de solides opportunités de développement professionnel qui mettent en valeur diverses perspectives et encouragent le dialogue.* »

Lors du rassemblement extérieur, les intervenants ont exigé que le district prenne les mesures nécessaires pour encourager les conversations sur la Palestine dans les salles de classe. Le dépliant du PEFP appelle le district scolaire « *à condamner le génocide israélien contre les Palestiniens, à protéger le personnel et les étudiants qui défendent les droits humains des Palestiniens et à laisser un espace pour des conversations inconfortables dans les écoles qui sont nécessaires à l'apprentissage des élèves* ».

Même avant le rassemblement du 30 mai, des lycéens de Philadelphie se sont engagés dans de multiples manifestations pour réclamer justice pour la Palestine.

Workers World 1er Juin 2024

Des joueurs de l'équipe de France de football s'engagent pour Gaza sur les réseaux sociaux

Des joueurs de l'équipe de France dénoncent les exactions de l'armée israélienne à Gaza, témoignant d'une nouvelle génération de footballeurs engagés dans certains combats politiques. Plusieurs joueurs de l'équipe de France, dont Ousmane Dembélé, Ibrahima Konaté, Dayot Upamecano et Marcus Thuram ont notamment partagé une story sur Instagram en soutien à Rafah, la ville palestinienne située dans le sud de la bande de Gaza où un camp de réfugiés a été la cible d'une frappe meurtrière de l'armée la plus morale du monde. Une prise de position hautement symbolique pour une nouvelle génération de footballeurs qui n'hésitent plus à s'exposer médiatiquement sur ce sujet sensible. On aurait aimé les entendre avant sur d'autres thématiques, mais c'est déjà ça…

La story, qui mentionne «All Eyes on Rafah» (tous les regards sur Rafah), est rapidement devenue virale sur les réseaux sociaux et a été relayée par de nombreux footballeurs professionnels. Jules Koundé, lui, a partagé un post dénonçant les «forces barbares israéliennes» et leurs «crimes».

Ces prises de position sont hautement symboliques et témoignent d'une nouvelle génération de footballeurs qui n'hésitent plus à s'exposer et à prendre position sur une actualité qui divise l'opinion. Souvent tenus à la neutralité et à la discrétion par leurs partenaires et sponsors, ces joueurs de l'équipe de France ont décidé de briser le silence et de s'engager pour des causes qui leur tiennent à cœur. Leur fortune et leur statut de sportif de haut niveau leur confèrent une certaine indépendance vis-à-vis de leurs clubs et de leurs sponsors. Ils ne risquent pas d'être sanctionnés pour avoir exprimé leur opinion, ce qui leur permet de prendre position en toute liberté sur le conflit israélo-palestinien.

Le Média en 4-4-2





Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest

Poutine est peut-être devant la porte. Pourquoi M. Biden ignore-t-il la cloche ?

Par Branko Marcetic*

L'Occident semble déterminé à redoubler d'efforts dans la guerre, alors que de nouveaux signes indiquent que la Russie est disposée à discuter.

La guerre en Ukraine ne suscite que peu d'espoir ces derniers temps. Il est donc important d'en tirer le meilleur parti lorsqu'elles se présentent.

La semaine dernière, Reuters a publié un rapport basé sur quatre sources « *qui travaillent ou ont travaillé avec [le président russe Vladimir] Poutine à un niveau élevé dans le monde politique et des affaires* » *et qui sont « familières avec les discussions dans l'entourage de Poutine* », qui ont déclaré à l'agence que Poutine était prêt à négocier la fin de la guerre sur les lignes actuelles du champ de bataille.

Il est intéressant de noter que, interrogé sur ce rapport lors d'une conférence de presse, M. Poutine a déclaré qu'il fallait « les laisser reprendre », c'est-à-dire les pourparlers de paix.

Si cela est vrai, il s'agit là d'un nouveau signal émanant de Moscou ces derniers mois, selon lequel Poutine est prêt à conclure un accord pour mettre enfin un terme à la guerre, à condition toutefois que l'Ukraine accepte de perdre des territoires. Aussi déplaisante que soit cette perspective, les États-Unis et leurs partenaires, y compris les dirigeants ukrainiens, devraient saisir cette occasion de toute urgence.

D'une part, nous vivons déjà la folie d'ignorer les perspectives très réelles d'une fin négociée de cette guerre en 2022. Le résultat a été désastreux pour l'Ukraine.



Le président américain Biden va-t-il saisir la main tendue de Poutine au moment où les deux camps s'acheminent vers le fond de l'abîme « nucléaire » ?

Bien que les chiffres soient un secret d'État, il est presque certain que l'Ukraine a déjà subi des centaines de milliers de pertes.

Son économie et ses infrastructures ont été paralysées, elle est embourbée dans une dette extérieure massive, doit faire face à des coûts de reconstruction de plus de 500 milliards de dollars, a vu ses institutions démocratiques se dégrader – tout en étant confrontée à une crise sociale due au vieillissement rapide de sa population et à l'apparition de handicaps.

Pire encore, l'Ukraine a commencé à perdre des territoires qu'elle avait regagnés lors de sa contre-offensive de l'automne 2022, la Russie ayant profité de sa population et de ses ressources bien plus importantes pour gagner peu à peu du terrain. Les agences de renseignement occidentales s'attendent désormais à ce que le pays subisse « des pertes territoriales nettement plus importantes » d'ici la fin de l'année.

Entre-temps, les mesures prises par les dirigeants ukrainiens et leurs partenaires de l'OTAN pour maintenir l'effort de guerre deviennent de plus en plus indéfendables d'un point de vue moral. Alors que Kiev met en œuvre son extension profondément impopulaire de la conscription – et que les Ukrainiens ordinaires fuient le pays, désertent l'armée ou évitent désespérément d'être enlevés par des recruteurs militaires et envoyés mourir sur la ligne de front – une série d'États de l'OTAN, dont la Pologne et même certains responsables allemands, ont parlé d'expulser les réfugiés ukrainiens afin de les forcer à se battre. Pendant ce temps, seuls 35 % de ceux qui ne se battent pas se sentent prêts à servir, et le moral des recrues, de plus en plus âgées et en mauvaise santé, est au plus bas.

Pendant ce temps, le risque d'escalade catastrophique de la guerre est en train de revenir au point culminant qu'il a atteint il y a deux ans, lorsque le président Biden a averti que le monde n'avait jamais été aussi proche de l'« Armageddon » depuis soixante ans. Alors que les États-Unis et l'Europe sont confrontés à la perspective sérieuse de ce que l'Economist a récemment appelé un « épisode humiliant » qui serait un « moment moderne de Suez », des responsables ont commencé à évoquer publiquement des mesures auparavant impensables pour empêcher une défaite de l'Ukraine, des mesures qui pourraient déclencher des hostilités directes entre l'OTAN et la Russie.

Plusieurs États membres de l'OTAN, dont la France, ont publiquement menacé d'envoyer des troupes en Ukraine. Hier encore, le commandant en chef de l'armée ukrainienne a officiellement autorisé des instructeurs français à pénétrer dans les centres d'entraînement ukrainiens, rapprochant un peu plus de la réalité la possibilité que des frappes russes tuent des membres des forces de l'OTAN.

Parallèlement, d'autres responsables de l'Alliance, dont le secrétaire général Jens Stoltenberg, sont désormais favorables à l'idée de laisser Kiev utiliser ses armes occidentales pour frapper des cibles en Russie, ce qui, selon le Kremlin, reviendrait à « jouer avec le feu ». Nous avons eu une idée effrayante de ce que cela pourrait signifier vendredi dernier, lorsque les forces ukrainiennes ont utilisé des drones pour détruire un site radar d'alerte précoce en Russie. James Acton, codirecteur de la politique nucléaire à Carnegie, a averti que ce radar était un élément clé du système russe de détection et de dissuasion nucléaires qui n'aurait *« qu'un avantage militaire limité pour l'Ukraine et exacerberait les risques nucléaires »*.

Comme l'a souligné Acton, les attaques contre ce système sont explicitement répertoriées comme pouvant justifier l'utilisation d'armes nucléaires dans la doctrine militaire russe, tout comme elles l'avaient été par l'administration Trump. Le potentiel de ces escalades et d'autres ne fera que croître dans les mois à venir. Alors que la saison électorale américaine s'intensifie, la pression politique pour éviter l'apparence d'une défaite, d'une humiliation ou d'une perte de prestige – et donc les incitations à l'escalade dans l'espoir d'éviter l'une ou l'autre ou les trois – ne fera que s'intensifier.

Profiter de l'apparente ouverture de Poutine à un cessez-le-feu et conclure un accord maintenant, aussi désagréable soit-il, sera meilleur pour tout le monde : pour l'État ukrainien, pour son peuple et pour la sécurité du monde entier. Pour reprendre des mots déjà tragiquement ignorés, l'administration Biden devrait maintenant « saisir l'occasion ».

*Branko Marcetic est rédacteur au magazine Jacobin et auteur de Yesterday's Man : the Case Against Joe Biden. Son travail a été publié dans le Washington Post, le Guardian, In These Times, et autres…

Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 31 mai 2024







